

REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger
AVRIL 2021

**Boire à chaque robinet:
un privilège menacé**

**Chez les paysans de montagne
grisons, champions de Suisse du bio**

**Peter Schneider, psychanalyste:
«la Suisse ne peut pas négocier avec le virus»**



Suisse.
en train, car et bateau.

Le meilleur de la Suisse
en un itinéraire unique.



Luzern-Interlaken-Express près du lac de Brienz, Oberland Bernois

Laissez les plus beaux panoramas défiler à votre fenêtre. Le Grand Train Tour of Switzerland réunit les temps forts de Suisse en un itinéraire de rêve unique. GrandTrainTour.com

Inquiétude au château d'eau

- 5 **Courrier des lecteurs**
- 6 **En profondeur**
Une ombre s'étire sur l'eau,
cet «or bleu» de la Suisse
- 11 **Chiffres suisses**
Le Cervin grandit et rapetisse à la fois
- 12 **Images**
Annemarie Schwarzenbach et
son œuvre photographique
- 14 **Reportage**
En matière de «bio», les paysans
grisons ont une longueur d'avance
- Actualités de votre région**
- 17 **Littérature**
Luisa Famos, des mots romanches sur
les maux de l'Amérique latine
- 18 **Interview**
La crise du coronavirus sur le divan
du psychanalyste
- 21 **Société**
Bâle envisage d'accorder des droits
fondamentaux aux singes
- 23 **Politique**
Nouvel élan pour le vote électronique
- 25 **Infos de SwissCommunity**
- 27 **Nouvelles du Palais fédéral**
Entretien avec Ignazio Cassis
- 31 **Nouvelles**



Certains sont grands, comme le lac Léman. D'autres sont minuscules, perles d'eau anonymes en haute montagne. Si on les compte tous, la Suisse possède plus de 6000 lacs. Auxquels s'ajoutent 65 000 kilomètres de rivières et de ruisseaux. Et ces cours d'eau relient notre pays montagneux à la mer: l'eau qui s'écoule sur les flancs des Alpes rejoint en grande partie la mer du Nord, la Méditerranée, l'Adriatique et même la mer Noire.

L'abondance de l'eau en Suisse influence la manière dont les citoyens perçoivent leur propre pays. Ils aiment se l'imaginer en «château d'eau de l'Europe». Et sont habitués, au quotidien, à pouvoir boire partout de l'eau au robinet. Mais cette insouciance est de plus en plus troublée. L'inquiétude règne au château d'eau.

En de nombreux endroits de Suisse, l'eau potable contient trop de chlorothalonil, ce qui ébranle le mythe de l'eau propre du pays. Ce fongicide autorisé jusqu'à la fin de 2019 est soupçonné d'être cancérigène et génotoxique. Aujourd'hui, bon nombre de fournisseurs d'eau diluent l'eau contaminée avec de l'eau propre. Diluer l'eau pour qu'elle devienne potable: voilà une image peu reluisante.

Les paysans suisses, qui utilisaient ce pesticide – légal, rappelons-le – pour protéger leurs cultures se sentent injustement critiqués. Et en effet, ils ne sont pas les seuls à blâmer. En fin de compte, ce sont l'étalement urbain, provoquant le recul des terres agricoles, et la demande effrénée des consommateurs d'aliments à bas prix qui obligent l'agriculture à devenir toujours plus «efficace» et engendre tous ces effets collatéraux. Quel type d'agriculture souhaitons-nous? Cette question traverse aussi les vifs débats entourant deux initiatives sur lesquelles les Suisses devront se prononcer le 13 juin (voir p. 6).

Les hydrologues nous donnent un autre motif d'être inquiets pour l'avenir du château d'eau. Sur fond de changement climatique, ils pronostiquent en effet que la Suisse deviendra en même temps plus humide et plus sèche. Les hivers seront plus riches en précipitations, la neige fondra plus vite et le recul des glaciers prendra de l'ampleur. Par conséquent, davantage d'eau s'écoulera vers les plaines en peu de temps au lieu d'être stockée de manière naturelle en montagne. En été, par contre, les précipitations se raréfieront. Les pénuries régionales d'eau, surtout là où l'agriculture est intensive, et les sécheresses deviendront plus fréquentes. Parallèlement, la température des eaux continuera d'augmenter et mettra les poissons en péril. L'assèchement complet du lac des Brenets à la fin de l'été de 2018 dans le canton de Neuchâtel était peut-être un signe avant-coureur du futur climat estival de la Suisse.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Bienvenue dans la SwissCommunity !

Dans notre nouvelle communauté, échangez avec d'autres Suisses de l'étranger et entrez en contact avec des gens du monde entier !

Une montre Tissot sera tirée au sort parmi tous les membres. Inscrivez-vous sur www.swisscommunity.org en cliquant sur « Community ».

* Le tirage au sort aura lieu le 1^{er} juin 2021. Seuls les membres actifs peuvent y prendre part. Les conditions de participation sont disponibles sous www.swisscommunity.link/cdp.



T + TISSOT

#ThisIsYourTime

TISSOT PRX.

TISSOTWATCHES.COM

Offre spéciale Tissot

Les membres de SwissCommunity bénéficient d'une réduction de 15 % sur l'achat d'une montre Tissot. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.swisscommunity.org/fr/tissot.

OSE/SwissCommunity-Partner:



Swiss Travel System.



Organisation des Suisses de l'étranger



Une formation en Suisse ? Nous vous conseillons volontiers !

info@educationsuisse.ch Tél. +41 31 356 61 04
www.educationsuisse.ch



Appelez-nous au : +41 (0) 21 621 88 88
www.alpadia.com

Camps de vacances de qualité suisse pour les 8-17 ans

Apprenez l'anglais, le français ou l'allemand en Suisse, pays multilingue
Avec également des destinations en Allemagne, Angleterre, France, États-Unis et Canada

Notre enseignement linguistique haut de gamme s'appuie sur un programme extrascolaire riche en activités passionnantes. Une expérience unique pour les jeunes !



non-initiatives-phytos-extremes.ch

Les 50 ans du droit de vote des femmes en Suisse



Merci pour ce texte impressionnant. J'admire aujourd'hui encore le courage et l'engagement de Hanna Sahlfeld. J'adresse également mes compliments à son époux. Je me rappelle des discussions autour du droit de vote des femmes à Zurich quand j'étais jeune. Dans ma famille, le problème était marginalisé ou traité en ricanant.

EVA-REGINA BODEMANN, BERLIN, ALLEMAGNE

Le fait que les femmes aient reçu le droit de vote est une bonne chose et cela est devenu naturel avec le temps. Mais il n'est pas nécessaire de réchauffer ce sujet juste pour embrouiller les bons citoyens.

NICK DURRER, AUSTRALIE

La véritable égalité n'est toujours pas atteinte en Suisse. Mais le combat de Hanna Sahlfeld et de ses alliées ont aplani le terrain. Cela dit, pourquoi est-ce que je touche moins d'AVS qu'un homme? J'ai pourtant toujours payé mes cotisations... Avec mon mari – je n'oublie pas de le mentionner –, j'ai élevé des enfants et j'en ai fait des Suisses bien comme il faut, payant leurs impôts et leur AVS. Si l'âge de la retraite doit passer à 65 ans ou plus pour les femmes, elles doivent recevoir le même montant AVS que les hommes, peut-être même de manière rétroactive. Les femmes apportent davantage qu'une contribution financière. Les mères offrent l'avenir à leur pays!

RITA SCHNEIDER, AZAMBUJA, PORTUGAL

Ne pas accorder les mêmes droits civiques et politiques aux femmes qu'aux hommes a toujours été injustifiable dans l'histoire de l'humanité. Ces injustices, qui sont à l'avantage de certains, sont et étaient voulues, et servent des intérêts égoïstes bien réels.

URS KRAM, MEXIQUE

Mitholz, le village le plus explosif de Suisse



Peut-être que je fais erreur, mais ne serait-il pas possible d'évacuer les habitants de Mitholz pour une semaine? De les envoyer en vacances, par exemple? L'armée entrerait dans l'entrepôt, poserait des câbles dans le bunker en vue de l'explosion, s'éloignerait de dix kilomètres et admirerait le feu d'artifice. Cela soufflerait tout le village, ou seulement une partie. Alors on re-

construirait! Cela me semble la façon la moins chère et la plus rapide de résoudre ce problème colossal.

MATHEW BUNDI, CANADA

D'abord, l'armée n'a aucune envie de prendre ses responsabilités, et préfère tout simplement affirmer qu'il n'y a pas de problème. Ensuite, la même armée a une idée, et cela devient tout de suite un problème. Un très grand problème, même! Je pense qu'il est temps de serrer la bride à l'armée. En fin de compte, cela a aussi fonctionné pour le droit de vote des femmes!

MARKUS REICHER, PÖRTSCHACH, AUTRICHE

Betty Bossi, l'immortelle influenceuse



Quoi? Betty Bossi n'existe pas? Comme Guillaume Tell? Quel choc! Blague à part, nous continuons depuis 4 générations à préparer nos gâteaux de Noël en famille tous les ans d'après les recettes de Betty B. Un lien gourmand avec la Suisse.

CORINNE MAGNE-EGGER, PARIS, FRANCE

Betty Bossi est aussi omniprésente dans ma cuisine londonienne, et elle me donne ainsi, presque au quotidien, le sentiment d'être en Suisse. Mon mari, qui est anglais, plaisante parfois sur son nom, qui signifie en anglais «faire son petit chef». Être «bossy» a une connotation très négative dans ce sens, pourtant il s'est lui aussi attaché à Betty Bossi au fil du temps. Longue vie à Betty, même si elle est parfois un peu «bossy»!

CHRISTINA NIEDERBERGER, LONDRES, GRANDE-BRETAGNE

J'ai de bons souvenirs de ma mère lisant le journal «Betty Bossi» à Zurich. En cuisine, elle était audacieuse pour l'époque et aimait les nouveaux défis. Depuis que je vis en Australie, j'ai perdu le contact avec cette bonne vieille Betty, nous avons ici nos propres héros de la cuisine, mais je réalise toujours le cake imbibé au citron et j'ai même convaincu certains pâtisseries accomplis d'adopter cette recette! Merci pour ce chouette article.

JEANNETTE JOSEPHS, BALLINA, AUSTRALIE

Erratum: dans l'article «L'immortelle influenceuse», Revue Suisse 1/2021, nous avons indiqué que le produit net de Betty Bossi SA était de 89 millions de francs en 2019. En réalité, il s'est élevé à 81 millions de francs.

(MUL)

IMPRESSUM: La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 47^e année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice. **DIRECTION ÉDITORIALE:** Marc Lettau (MUL), rédacteur en chef; Stéphane Herzog (SH); Theodora Peter (TP);

Susanne Wenger (SWE); Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, responsable de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral». **ASSISTANTE DE RÉDACTION:** Sandra Krebs **TRADUCTION:** SwissGlobal Language Services AG; **DESIGN:** Joseph Haas, Zurich; **IMPRESSION:** Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110. IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22 **E-MAIL:** revue@swisscommunity.org

Clôture de rédaction de cette édition: 3 février 2021

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.–/étranger, CHF 50.–). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; ne pas écrire à Berne.





Ombres sur l'or bleu

La Suisse possède de grandes réserves d'eau. En tout temps, chaque ménage a accès à de l'eau potable propre. Du moins dans l'idéal... Car le «château d'eau de l'Europe» révèle des fissures.

THEODORA PETER

En Suisse, les matières premières sont peu abondantes, mais l'eau coule à flots. Ce n'est pas pour rien qu'on dit du pays qu'il est le château d'eau de l'Europe. Le Rhin et le Rhône, qui se jettent dans l'Atlantique et la mer Méditerranée, y prennent leur source et les torrents et rivières suisses alimentent aussi le Pô, le Danube et l'Adige. Les lacs et nappes phréatiques suisses contiennent d'énormes ré-

servés d'or bleu. Certes, le changement climatique rend les étés plus secs, fait fondre les glaciers et tarit localement des sources. Mais la Suisse pourra toujours compter sur les précipitations, qui constituent sa principale ressource en eau. Les réservoirs aquifères sont essentiellement alimentés par les chutes de pluie pendant l'hiver. Chaque année, il tombe en Suisse en moyenne 60 milliards de m³ d'eau du ciel, ce qui correspond au volume des

lacs de Constance et des Quatre-Cantons réunis. Du point de vue purement quantitatif, l'approvisionnement en eau ne semble pas en danger en Suisse. Mais sa qualité fait de plus en plus débat.

Des traces de pesticides dans l'eau potable

80 % de l'eau potable en Suisse provient des sources et des eaux souter-



Le réservoir d'eau potable Lyren, à Zurich-Altstetten, ressemble à un temple souterrain enveloppé de bleu.

Photo Keystone

raines, et 20 % des lacs. Les plus grands réservoirs aquifères se trouvent sous le sol des vallées et des plaines fertiles du Plateau suisse, là où l'on cultive légumes et céréales. Sur ces terres agricoles à l'exploitation intensive, on utilise depuis des décennies des pesticides controversés. Dernier exemple en date, le chlorothalonil, un fongicide présent dans les produits phytosanitaires qui sont pulvérisés sur les champs depuis les années 1970 pour lutter contre les infestations fongiques.

Le chlorothalonil a été interdit en 2020, après que les autorités l'ont estimé potentiellement dangereux pour la santé. Son fabricant, Syngenta, con-

teste vigoureusement qu'il est probablement cancérigène. Le groupe agrochimique a obtenu par voie judiciaire que l'Office fédéral de l'agriculture retire de son site web une mention dans ce sens jusqu'à la décision définitive du Tribunal fédéral dans cette affaire.

Mais l'interdiction du chlorothalonil ne résout pas le problème pour l'approvisionnement en eau potable. Car les résidus issus de la décomposition de ce produit phytosanitaire – les métabolites – continueront de polluer les eaux souterraines pendant des années encore. D'après les prescriptions fédérales, ce type de substances «permanentes» ne doit pas dépasser la valeur

de 0,1 microgramme par litre d'eau potable. C'est pourtant le cas dans les zones d'agriculture intensive du Plateau suisse, notamment dans le canton de Soleure: «Dans les plaines de la vallée, ce seuil est dépassé dans presque tous les captages d'eau; dans certains cas, on enregistre même des quantités 20 fois plus importantes», constate Martin Würsten. Depuis qu'il est à la retraite, l'ancien chef du département de l'environnement soleurois se bat aux côtés de la communauté d'intérêts «4aqua», qui regroupe des dizaines d'experts de l'eau et de l'environnement bien décidés à donner à l'eau «une voix politique fondée sur des faits».

Un million d'habitants concernés

Pour Martin Würsten, cette voix a été trop peu entendue ces dernières dizaines d'années. «Tandis que l'on a fait d'immenses progrès dans l'épuration des eaux usées, la pollution des eaux par l'agriculture ne s'est presque pas améliorée au cours de ces 20 dernières années.» Martin Würsten désapprouve aussi le fait que tous les pesticides pulvérisés sur les champs ne font pas l'objet d'études aussi détaillées que le chlorothalonil récemment: «Or, ce qui n'est pas encore considéré comme pertinent pour la santé aujourd'hui le sera demain». Les experts de «4aqua» exigent par conséquent plus de transparence et de contrôle dans l'autorisation des pesticides synthétiques. Actuellement, on en utilise environ 370 en Suisse.

Sur le Plateau, près d'un million de personnes sont actuellement approvisionnées en eau potable contenant des pesticides et ne satisfaisant pas aux exigences de la législation sur les denrées alimentaires. Les autorités ont donné un délai de deux ans aux fournisseurs d'eau potable pour

Le goûteur d'eau

Pour les connaisseurs comme Werner Koch, l'eau est bien plus qu'un passe-soif. Le gérontologue de 57 ans est l'un des premiers «sommeliers de l'eau» de Suisse.

INTERVIEW: THEODORA PETER

Werner Koch, quel goût a l'eau?

L'eau du robinet, à la maison, possède en principe un goût neutre. En revanche, l'eau minérale que l'on met en bouteille à la source, sans la traiter, a le goût des minéraux qu'elle contient: le sodium, le magnésium et le calcium ont une saveur particulière. Le bicarbonate, par exemple, laisse une sensation légèrement veloutée sur la langue, et il favorise la digestion. L'«ADN» de l'eau est influencé par les couches de roches qu'elle a traversées: ainsi, l'eau riche en calcaire du Jura se distingue par un léger goût de gypse. Les eaux minérales issues des gisements de granite contiennent peu de minéraux dissous et, pour moi, elles ont le même goût que si on les léchait à même le rocher.

L'eau du robinet est potable en Suisse.

Pourquoi acheter de l'eau minérale?

Il ne faudrait pas opposer l'eau du robinet à l'eau minérale. Les deux ont leur raison d'être. En Suisse, nous avons une immense diversité d'eaux, et nous pouvons être fiers de pouvoir boire en tout temps et partout l'eau au robinet sans aucun problème. C'est un privilège par rapport à de nombreux pays. L'eau minérale permet de varier les plaisirs. Ainsi, une eau minérale bien choisie peut par exemple compléter à merveille la dégustation d'un vin rouge capiteux.

L'eau plate a-t-elle meilleur goût que l'eau pétillante?

L'acide carbonique joue plutôt un rôle dans la perception sensorielle de l'eau. Préférer l'une ou l'autre est une affaire de goût. Bon nombre de personnes préfèrent l'eau légèrement pétillante. Une eau plus gazeuse contient davantage d'acide carbonique et est donc, c'est logique, plus acide.

Recommandez-vous de boire l'eau à température ambiante ou glacée?

Là aussi, c'est une question de préférence personnelle. L'eau plate que l'on boit avec les repas peut avoir quelques degrés de plus qu'une eau minérale gazeuse. Pour se rafraîchir, il vaut mieux opter pour une eau pétillante, qui peut être très froide. L'eau du robinet doit aussi être froide: peu de personnes l'apprécient quand elle est tiède.

Combien d'eau doit-on boire journalièrement?

Il est conseillé de boire au moins 1,5 litre d'eau ou 30 millilitres par kilo de masse corporelle. Plus on avance en âge, moins l'on ressent la soif. Dans notre centre pour personnes âgées, nous encourageons les résidents à boire davantage en aromatisant l'eau avec des herbes, des fruits ou des légumes. Cela vaut la peine de se livrer à des expériences, en faisant par exemple, infuser du céleri-branché dans l'eau. Le mariage du basilic et des fraises est très goûteux et rafraîchissant. Les gens aiment varier les plaisirs, et boivent davantage ainsi.

Le regard que vous posez sur ce bien précieux qu'est l'eau a-t-il changé?

J'utilise l'eau de manière plus consciente, et je ne laisse jamais le robinet couler inutilement. Nous devrions tout faire pour que les générations suivantes aient elles aussi accès en tout temps et partout à ce produit naturel qu'est l'eau. Toujours fraîche, toujours naturelle. Car l'eau, c'est la vie.



Werner Koch est gérontologue diplômé et responsable du centre pour personnes âgées Stampfenbach à Zurich. Il a effectué la formation de «sommelier de l'eau» de Gastro-suisse par intérêt personnel. En plus de s'y connaître en dégustation de l'eau minérale, il est fasciné par la diversité et l'origine de l'eau potable.



Les deux initiatives en cours visent en particulier l'agriculture et son utilisation de pesticides. L'Union suisse des paysans réplique que sans pesticides, la production agricole chuterait de près de 30 %. Photo Keystone

abaisser les résidus de chlorothalonil au seuil autorisé. Il est possible de le faire par exemple en diluant l'eau, c'est-à-dire en lui ajoutant de l'eau non polluée. Un réseau de distribution d'eau du Seeland bernois entend éliminer les résidus par l'utilisation d'un nouveau filtre. D'après Martin Würsten, cela ne résout que partiellement ce grave problème. Car on s'écarte ainsi du principe qui veut que les eaux souterraines, en Suisse, ne doivent pas être traitées à grands frais.

Deux initiatives en votation

Martin Würsten et ses camarades de lutte de «4aqua» soutiennent ainsi l'initiative populaire pour une eau potable sur laquelle les Suisses voteront le 13 juin. Lancée par un comité de citoyens apolitiques, celle-ci réclame qu'à l'avenir, seuls les paysans qui renoncent à l'utilisation de pesticides et à l'administration régulière d'antibiotiques dans l'élevage puissent encore toucher des subventions publiques. À la même date, le peuple devra aussi se prononcer sur l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» qui vise, elle, à interdire complètement l'utilisation de tels pesticides. L'interdiction s'appliquerait également à l'importation de produits ali-

mentaires fabriqués à l'aide de produits phytosanitaires synthétiques.

Pour l'Union suisse des paysans, les deux initiatives vont beaucoup trop loin, car elles rendraient la production nationale et régionale plus difficile, voire impossible. Si l'agriculture devait renoncer aux pesticides, cela entraînerait une baisse d'au moins 30% de la production, affirment les opposants. L'Union suisse des paysans prévient même que les pommes de terre, le colza ou les betteraves sucrières ne pourront plus guère être cultivés en Suisse. Mais tous les paysans ne partagent pas ces craintes. Ainsi Bio Suisse, l'association faîtière des producteurs suisses bio, soutient l'initiative sur les pesticides parce qu'elle correspond aux principes fondamentaux de l'agriculture biologique. Bio Suisse est plus sceptique quant à l'initiative sur l'eau potable, qui demande que les paysans ne puissent détenir que le cheptel qu'ils sont en mesure de nourrir avec leur propre fourrage. Pour les petites exploitations biologiques, cela pourrait être un problème.

Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement recommandent au peuple de rejeter les deux initiatives. De leur point de vue, elles font du tort à l'agriculture et mettent en péril la sécurité alimen-

taire en Suisse. En ce qui concerne les pesticides, le gouvernement a promis des améliorations dans le cadre de la Politique agricole à partir de 2022. Mais le Conseil des États a gelé ce projet, tout en se montrant prêt à adopter des mesures modérées pour une meilleure protection des eaux souterraines. Le Parlement entend ainsi couper l'herbe sous les pieds des initiatives dans une campagne de votation qui s'annonce très émotionnelle. Quoiqu'il en soit, la votation du 13 juin aura les contours d'un plébiscite sur l'avenir de l'agriculture suisse, allant bien au-delà des débats sur l'eau potable propre.

Initiative pour une eau potable propre:
www.initiative-sauberes-trinkwasser.ch/fr/

Initiative sur les pesticides:
www.lebenstattgift.ch/fr/

Campagne de rejet des deux initiatives:
www.non-initiatives-phytos-extremes.ch/



Notre eau quotidienne

142 litres. Telle est la quantité d'eau potable utilisée chaque jour par chaque habitant suisse dans son propre ménage, dont plus de la moitié pour se doucher, prendre un bain et aller aux toilettes. La consommation totale d'eau par personne – agriculture, industrie et artisanat inclus – n'a cessé de reculer en Suisse au cours de ces dernières décennies. Si elle s'élevait à 500 litres par personne et par jour dans les années 1970, elle est aujourd'hui d'environ 300 litres. Cette amélioration est due à des techniques d'économie d'eau dans les ménages, mais aussi à la délocalisation de sites de production par l'industrie à l'étranger. Les fournisseurs d'eau suisses pompent environ 1 milliard de m³ d'eau par année. (TP)



Un nouveau «super dimanche» de votation

La pandémie de coronavirus n'arrête pas la démocratie directe: le 13 juin, le peuple suisse se prononcera à nouveau sur cinq objets, deux initiatives et trois référendums. En voici un bref aperçu.

Initiative pour une eau potable propre

Cette initiative populaire lancée par des citoyens apolitiques réclame que seuls les paysans qui renoncent à l'utilisation de pesticides, à l'administration d'antibiotiques et à l'achat de fourrage auprès de tiers puissent encore toucher des subventions. La recherche et la formation agronomique devrait elle aussi remplir ces conditions pour recevoir de l'argent de l'État.

(Cf. pages 6–8)

Initiative sur les pesticides

Le projet entend interdire les produits phytosanitaires de synthèse en Suisse non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans la gestion des sols et des paysages. L'importation de produits alimentaires fabriqués en utilisant des pesticides ou en contenant serait également proscrite. Cette initiative populaire émane elle aussi d'un groupe de citoyens non partisans. (Cf. pages 6–8)

Loi sur le CO₂

La loi fédérale sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre abaisse notamment les valeurs limites de CO₂ pour les véhicules et augmente les taxes sur l'essence et le mazout. Un comité économique de branches impactées soutenu par l'UDC s'y oppose. Certains grévistes du climat romands sont eux aussi contre le projet: pour eux, la loi ne va pas assez loin dans la lutte contre le changement climatique. (Cf. page 10)

Épreuve de vérité pour la politique climatique suisse

La Suisse doit atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. La loi sur le CO₂ sera une première étape sur cette voie à condition que le peuple s'y déclare favorable le 13 juin.

THEODORA PETER

En signant l'accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée à limiter le réchauffement climatique mondial. Pour atteindre cet objectif, les États signataires doivent réduire massivement leurs émissions de gaz à effet de serre, néfastes pour le climat, d'ici au milieu du siècle. En début d'année, le Conseil fédéral a défini une stratégie climatique à long terme pour le pays. Celle-ci indique tout ce qu'il faut faire pour atteindre l'objectif de «zéro émission nette» d'ici 2050, c'est-à-dire ne plus rejeter dans l'air davantage de gaz à effet de serre que ce que les réservoirs naturels et artificiels peuvent absorber. Ainsi, les bâtiments et le trafic routier doivent totalement cesser leurs émissions nocives. Pour cela, il faudra plus d'électricité propre, et elle devra davantage être produite en

Suisse, au moyen de l'énergie thermique, solaire, éolienne et de l'énergie du bois.

Le prix de l'essence et du mazout augmentera

Les premières étapes sur la voie de la neutralité carbone de la Suisse se trouvent dans la loi sur le CO₂ que le Parlement a approuvée l'automne dernier. «Nous préparons le terrain pour que la Suisse puisse atteindre le zéro émission nette», souligne la ministre de l'environnement et de l'énergie, Simonetta Sommaruga (PS). Concrètement, la loi abaisse notamment les valeurs limites de CO₂ pour les véhicules et augmente les taxes sur l'essence et le mazout. Elle prévoit aussi une taxe CO₂ sur les billets d'avion. Ces mesures incitatives déplaisent en parti-



Deux «anges gardiens du climat» réclament une taxe climatique sur les billets d'avion devant le Palais fédéral. Si le peuple accepte la loi sur le CO₂, ce sera l'une des mesures mises en œuvre. Photo: Keystone

Le Cervin continue de grandir, mais son altitude n'augmente pas

1,5

Culminant aujourd'hui à 4478 mètres d'altitude, le Cervin grandit d'environ 1,5 centimètre par an. Il devrait donc avoir atteint les 12 000 mètres depuis longtemps. Mais en fait, le vent et les intempéries rabotent sans cesse ce fameux sommet, là aussi d'environ 1,5 centimètre par an.

62 000 000 000 000

Mais pourquoi le Cervin grandit-il? Principalement parce qu'il y a 18 000 ans, l'épaisse calotte de glace qui recouvrait les Alpes a fondu. Comme elle pesait 62 milliards de tonnes, et qu'elle n'est plus là désormais, toute la chaîne montagneuse s'en trouve allégée, et la croûte terrestre se redresse. Par conséquent, les Alpes «poussent» le plus là où la calotte glaciaire était la plus dense.

6

La place économique suisse, quant à elle, n'atteint pas le plus haut sommet. C'est ce que montre une étude récente du ZEW, institut de recherche économique de Mannheim: sur les 21 pays industrialisés pris en compte, la Suisse a dévissé à la sixième place. Elle était encore deuxième il y a dix ans. La densité des réglementations applicables en Suisse a notamment pesé négativement dans la balance.

2

Mais la qualité de vie d'un pays ne dépend pas seulement de son climat économique. Citons un classement plus favorable: à l'indice des libertés individuelles («Freedom-Index») établi par les instituts Fraser (CAN) et Cato (USA), la Suisse se classe deuxième parmi les 162 pays examinés. La Nouvelle-Zélande arrive en tête, et la Syrie en queue de classement. L'étude montre aussi qu'il existe un lien clair entre liberté individuelle et prospérité.

0

À propos de prospérité: près d'un quart des ménages suisses ne possèdent aucune fortune. Une bonne moitié des ménages détiennent jusqu'à 50 000 francs. Pour que la Suisse soit un «pays riche», il faut donc que des gens très riches y vivent aussi: 0,38 % des ménages détiennent des fortunes de dix millions de francs et plus, et ont ainsi entre leurs mains plus de 30 % de la fortune totale du pays. Jusqu'ici, la pandémie de coronavirus a montré que cette répartition inégale continue de s'accroître.

Loi antiterroriste

La loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme permettrait aux autorités judiciaires de prononcer un arrêt domiciliaire contre des personnes à partir de 15 ans. Des mesures policières concernant les enfants dès 12 ans seraient également possibles. Plusieurs partis de jeunes de gauche comme de droite s'y opposent. Pour eux, ce projet constitue une «attaque frontale contre l'état de droit».

Loi COVID-19

Le socle légal des mesures d'urgence prises par le Conseil fédéral pour juguler la pandémie de COVID-19 est déjà en vigueur et s'applique jusqu'à la fin de 2021. Les «Amis de la Constitution» se sont toutefois saisis du référendum pour dénoncer cette loi qu'ils jugent inutile, contraire à l'éthique et dangereuse. Ils craignent qu'elle légitime à l'avenir d'autres «diktats destructeurs du gouvernement».

TP

culier à la branche de l'automobile et du pétrole. Un comité économique soutenu par l'UDC a lancé un référendum contre la loi sur le CO₂.

D'après le comité référendaire, «cette loi est coûteuse et inefficace». Il argue que le fardeau financier pesant sur la population, l'économie et l'industrie ne doit pas être alourdi. De son côté, la puissante faitière des entreprises suisses, Economiesuisse, soutient cependant la loi sur le CO₂. Elle a élaboré un «programme climatique de l'économie suisse» pour montrer que les entreprises développant des innovations et des technologies efficaces «font partie de la solution». Bon nombre d'entrepreneurs espèrent que l'investissement dans les énergies renouvelables débouchera sur des commandes. L'État prévoit un volume d'investissement pouvant aller jusqu'à 1400 milliards de francs sur les 30 prochaines années.

La critique des Verts

La loi sur le CO₂ est également attaquée par des sections romandes du

mouvement pour le climat, pour qui les mesures de réduction des gaz à effet de serre ne vont pas assez loin. De leur point de vue, le projet renforce même les «structures existantes climaticides et injustes». Le comité «pour une écologie sociale» n'a toutefois réussi à rassembler que 7000 signatures contre le projet. Le mouvement national Grève du Climat, ne voulant pas mettre en péril ce «petit progrès», n'a pas participé activement au référendum. Mais il continue de réclamer le «zéro émission nette» dès 2030, soit 20 ans plus tôt que ce qui est prévu par le Conseil fédéral.

Si la loi sur le CO₂ était rejetée dans les urnes, un temps précieux serait à nouveau perdu dans la course contre le changement climatique. D'après Simonetta Sommaruga, des mesures encore plus drastiques devraient alors être prises à l'avenir pour atteindre les objectifs climatiques conclus à Paris.

Liberté solitaire

Aucun auteur sans doute, et assurément aucune autrice, de la littérature suisse de ces 100 dernières années n'a fait l'objet d'autant de recherches, d'essais et de publications qu'Annemarie Schwarzenbach. Cette fascination durable pour la journaliste-voyageuse, écrivaine et photographe zurichoise ayant arpenté toute la planète dans les années 1930 prend sa source dans sa biographie extraordinaire et tragique, son histoire familiale conflictuelle, ses voyages exotiques, son homosexualité et sa toxicomanie. Tandis que son cercle d'amis, – hommes et femmes de lettres autour d'Erika et Klaus Mann –, s'exilait en Amérique dès 1933, Annemarie Schwarzenbach quitta la Suisse dans la direction opposée pour visiter des pays comme l'Afghanistan, l'Iran, la Turquie, l'Union soviétique ou le Congo belge. Par ses voyages, elle tentait aussi de fuir sa famille bourgeoise aux sympathies national-socialistes, la répartition traditionnelle des rôles sexués, les drogues et la dépression. Souvent sans succès. Et si Annemarie Schwarzenbach se considérait avant tout comme une écrivaine – elle témoigna des bouleversements sociétaux et politiques et des conflits de l'entre-deux-guerres dans près de 300 textes et feuilletons journalistiques –, le Centre Paul Klee à Berne a choisi de consacrer son exposition *Départ sans destination* à son travail photographique jusqu'ici méconnu. Car il faut savoir que la Suissesse ne voyageait jamais sans son Rolleiflex, connu pour le format carré de ses images. Ses photos reflètent le regard qu'elle portait sur le monde d'alors. EVA HIRSCHI

Sources des photos: Archives littéraires suisses | Bibliothèque nationale suisse, Berne, succession d'Annemarie Schwarzenbach



1



2



3



4

1) Au cours de ses voyages aux États-Unis (1936), elle s'est surtout intéressée aux personnes frappées par les conséquences de la crise économique de 1929.

2) Au Congo belge, Annemarie Schwarzenbach a photographié des colons européens à la tête de plantations (1941-42).

3) Ses textes étaient presque aussi imagés que ses photographies. Celles-ci reflétaient – comme ces paysages esseulés et nus d'Iran (1935) – aussi son état émotionnel et physique.

4) Un mariage de convenance: Annemarie Schwarzenbach, elle-même lesbienne, épousa en 1935 le diplomate français homosexuel Claude Clarac à Téhéran.

5) Avec l'écrivaine-voyageuse genevoise Ella Maillart, elle partit pour l'Afghanistan en Ford en 1939, en passant par Istanbul et Téhéran.

6) Le paquebot comme un lieu de transit entre ici et là-bas, le passé et l'avenir: portraits de passagers de troisième classe pendant la traversée pour les États-Unis (1936-1938).

7) Annemarie Schwarzenbach, née en 1908 à Zurich, est décédée le 15 novembre 1942 des suites d'un accident de vélo en Engadine. © Esther Gambaro, succession de Marie-Luise Bodmer-Preiswerk



5



6



7

Comment les Grisons sont devenus les champions suisses du bio

Le canton des Grisons compte plus de 65 % d'exploitations bio. Un record suisse. L'agriculture de montagne et le tourisme ont accéléré cette transition. Le choix du bio est à la fois économique et idéologique.

STÉPHANE HERZOG

En ce matin de janvier, la ferme de la famille Heinrich baigne dans l'ombre. Marcel et sa femme Sabina comptent les jours jusqu'au retour du soleil. Plus qu'une semaine à tenir. Bienvenue à Las Sorts, un hameau de la vallée de l'Albula, situé à 1000 mètres d'altitude, non loin du fameux viaduc ferroviaire de Landwasser.

La trajectoire de la ferme de Las Sorts – littéralement, le destin – est celle de nombreuses exploitations des Grisons. Le passage au bio a eu lieu à travers la vente de lait, grâce à des pâturages libérés de tout engrais synthétique. «Mon père a été l'un des premiers paysans à franchir ce pas dans la vallée», raconte Marcel, qui fut d'abord bûcheron. Le geste n'allait pas de soi. Au début, le lait des pionniers du bio est récolté sans discernement, mais à partir des années 1990, le géant de la distribution Coop commence à contacter des fromageries pour obtenir des produits bio. «Comme ce lait est acheté à un meilleur prix et que la nature des exploitations est déjà proche du bio, nombre de fermiers font le pas», explique Claudio Gregori, le président de Bio Grisons. «L'esprit d'ouverture des paysans grisons a contribué à cet essor», ajoute Martin Roth, conseiller au Centre de formation agricole du canton.

À Las Sorts, le produit phare est la pomme de terre de montagne. Chaque année, la famille Heinrich en produit près de 70 tonnes, déclinées en plus de 40 variétés, de la pomme de terre rouge Vitelotte noire, au goût de maron, à la délicate Corne de Gatte belge. Cette culture exige beaucoup de tra-

vail manuel sur de petites surfaces cultivées en rotation. «C'est un choix exigeant, qui amène à comprendre les cycles de la nature. Dans le bio, on observe des choses impossibles à remarquer du haut d'un tracteur», résume Marcel. À ce moment, un renard apparaît devant la maison, ce qui déclenche une petite alerte en raison du poulailler. La vallée abrite aussi des loups! «Nous les entendons parfois hurler près de la ferme et nous trouvons des carcasses de cerfs, mais ils ne nous ont pas posé de problème jusqu'à présent», rassure Marcel.

La patate de montagne comme niche

Dans ces terres hautes, où l'on fauche tard, les paysans bio doivent créer des produits de niches et être habiles en marketing. La famille Heinrich a par exemple participé au lancement d'une académie de la pomme de terre, qui regroupe des amateurs de variétés rares. «Les pommes de terre bio ont un goût très prononcé. Des chefs me disent qu'elles nourrissent quatre fois plus qu'un produit issu de l'agriculture conventionnelle», se réjouit Marcel, qui cite parmi ses clients des chefs étoilés, comme Sven Wassmer à Bad Ragaz ou Heiko Nieder à Zurich. Le paysan aime partager ses connaissances, mais il n'est pas «un prêtre du bio». Son dernier projet? La culture d'une ancienne variété de haricots, démarrée avec l'aide de l'association Pro Specie Rara. L'opération a nécessité 5 années d'essai. En 2020, la récolte de ces fèves qui résistent au froid s'est élevée à 1500 kilos.

À Las Sorts, environ 65 % des revenus sont issus des ventes directes. Le reste provient des aides de la Confédération, où le facteur le plus important est le nombre d'hectares. «La part de nos revenus issue de la vente est élevée pour une région de montagne», avance Marcel. Il a renoncé à vendre pour la grande distribution, un système qu'il juge «peu stable et qui lie les mains des paysans». Nous quittons à présent la chaleur amicale du foyer des Heinrich, son poêle et ses fagots de bois empilés dans la salle de bains, direction Filisur.

Le choix d'abattre les veaux à la ferme

Plus au nord, voici Georg Blunier et sa femme Claudia. Leur ferme, louée au près d'un paysan, surplombe magnifiquement le Rhin. Le froid est vif et le soleil brûle les yeux. Bienvenue à Dusch, 850 mètres d'altitude. Leur vie commune a commencé en ville. Mais après deux étés passés dans un alpage en Valais et aux Grisons, le couple décide de se lancer dans l'agriculture! Georg Blunier travaillait comme graphiste et artiste à Bienne. Le voilà les pieds dans la terre, enchaînant des semaines de 70 heures de travail. «Dans l'art, tu crées des problèmes pour trouver des solutions. Dans l'agriculture, tu suis le rythme imposé par la nature et tu vois les résultats concrets de ton travail.» Les paysans de Dusch, ferme exploitée en bio depuis 1989, cultivent des céréales et des fruits. Mais le produit de niche de la ferme, c'est la viande de vache grise rhétique, qui représente envi-



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. Aujourd'hui: le canton qui possède la plus grande proportion de paysans bio.



À la ferme de Las Sorts, Sabina et Marcel Heinrich (à gauche) cultivent essentiellement des pommes de terre. Ils en plantent plus de 40 sortes différentes, au prix d'un travail manuel acharné. Photos Mayk Wendt

À la ferme bio Dusch, qu'exploitent Georg Blunier (en bas) et sa famille, on cultive des céréales depuis 1989. Mais le produit «de niche» que propose la ferme est la viande de grise rhétique. Photos Mayk Wendt



Le bio aux Grisons en chiffres

Fin 2019, les Grisons comptaient 1291 exploitations bio – dont 1255 dotées du label Bio Bourgeon – sur un total de 2067 fermes. Soit 62,5 % de fermes bio. C'est le record suisse en proportion et en chiffres bruts. En Suisse, la part du bio dans le marché alimentaire s'élève à environ 10 %. (SH)

ron 30 % du chiffre d'affaires. Depuis 2018, Georg a obtenu le droit de faire tuer ses veaux à la ferme, une première suisse. Les bêtes sont assommées et saignées sur place par un boucher. Cette pratique évite le stress généré par le transport à l'abattoir. Ici, les veaux allaitent leur mère 12 mois durant et sont tués à l'âge de 2 ans. Les paquets de viande sont livrés à domicile.

Malans: un ferme pour les poussins mâles

Plus bas sur le Rhin, voici Malans et ses vignes exposées plein sud. Ici, la neige s'est retirée des vergers. Valérie Cavin, une Vaudoise qui a grandi à Zurich, et son compagnon grison Roman Clavadetscher, exploitent une moitié d'hectare de vignes sur ces terres où le mètre carré vaut de l'or. Leurs bouteilles de pinot bio noir partent comme des petits pains, mais le produit de niche prend ici la forme de poussins mâles, non pas tués dès l'éclosion, mais élevés en compagnie des femelles dans 4 petites huttes mobiles de 500 volatiles. «Des restaurants gastronomiques nous achètent des poulets mâles, ce qui leur permet de raconter une histoire au client sur ce mets. D'autres consommateurs font ce choix pour des raisons éthiques et achètent nos œufs à un prix supérieur pour aider au finance-



Sur les pentes ensoleillées de Malans, Valérie Cavin und Roman Clavadetscher cultivent leurs vignes. Foto Mayk Wendt

ment de cet élevage», explique Valérie Cavin. Autre niche: la production d'ail bio, qui exige un intense travail manuel. En 2020, la ferme de Malans en a produit 3 tonnes. Diplômée en agronomie, comme son mari, Valérie Cavin indique que seuls 10 % des revenus sont issus des subventions publiques. Car ici, l'exploitation ne dépend pas des subventions liées aux pâturages de montagne. Arrivé à Malans en 2003, le couple a conservé des mandats extérieurs, elle comme enseignante dans le domaine agricole, lui comme conseiller en bio. «Ce choix nous offre plus liberté et de sécurité, au cas où, par exemple, nos patates douces subiraient le gel», indique l'agricultrice.

Porté par une aide accrue de la Confédération, le mouvement bio s'étend de vallée en vallée. «Mais le choix de passer à cette approche reste une décision de cœur», estime Claudio Gregori. En tout cas, les paysans rencontrés aux Grisons partagent les mêmes observations. Le recours aux intrants chimiques scie la branche sur laquelle l'agriculture est assise. Les



© swisstopo

Notre tour des paysans bio grisons nous a menés à la ferme de Las Sorts ❶ et ses champs de patates dans la vallée de l'Albula, puis à la ferme bio Dusch ❷ près de Paspels, dédiée à la culture des céréales et à l'élevage de vaches grises rhétiques, et enfin au point le plus au nord de notre voyage: Malans, ❸ avec ses vignobles ensoleillés.

surfaces cultivées en bio sont plus résilientes. Surtout, le coût réel de l'agriculture bio serait plus bas si les coûts externes de l'agriculture intensive – ses dégâts – étaient intégrés. «Au final, ce sont les choix alimentaires des consommateurs suisses qui décideront de la vitesse de cette transition», conclut Georg Blunier.

Le Honduras et le Venezuela en romanche

Luisa Famos a inventé des mots et des images d'une profondeur touchante non seulement pour décrire son pays, l'Engadine, mais aussi les habitants d'Amérique du Sud.

CHARLES LINSMAYER

«Trais randulinas / Battan lur alas / Vi dal tschêl d'instà // Minchatant tremblan / Trais sumbrivas / Sülla fatschad' alba / Da ma chà.» Il s'agit d'un poème en romanche dont le titre est «Lügl a Ramosch» («Juillet à Ramosch») et qui a été traduit ainsi en français: «Trois hirondelles / s'en vont à tire d'aile / vers le ciel d'été // Trois ombres / quelquefois tremblent / sur la façade blanche / de ma maison.»

C'est précisément à Ramosch, un village situé tout au fond de l'Engadine, que Luisa Famos, l'autrice de ces vers, est née en 1930. Et bien qu'elle ait choisi la voie professionnelle alors la plus attrayante pour les fillettes et soit devenue enseignante à Sertig (près de Davos) et à Guarda (près de Scuol) après son diplôme au séminaire de Coire, les images qu'elle a emmagasinées pendant son enfance à Ramosch ont laissé dans son âme une empreinte indélébile. Quand elle commence à écrire en 1959, pendant ses études de littérature à Paris, elle remarque rapidement qu'elle ne peut évoquer les champs, les sapins, les fleurs et les hirondelles de l'Engadine que dans sa langue maternelle, le ladin.

Portée par une piété naturelle, assoiffée d'amour et de tendresse, elle sait, sans jamais verser dans le sentimentalisme, et avec un véritable talent littéraire, donner une intensité lumineuse et durable à l'image d'un nuage, au son des cloches d'une église, au regard dirigé vers un ciel étoilé. En 1960, alors qu'elle est rentrée en Suisse et enseigne dans une école du canton de Zurich, paraît, après de premières publications dans l'almanach «Chalender Ladin», son recueil de poésie auto-édité «Mumaints» («Moments»), qui trouve un bel et large écho.

Cependant, elle ne veut pas se cantonner au rôle de poétesse régionale, et se fait engager en 1962 par le média le plus moderne de l'époque, la télévision, pour présenter la première émission en romanche, «Il balcon tort». En 1969, ayant entre-temps épousé l'ingénieur Jürg Pünter et donné naissance à deux enfants, elle déménage avec sa famille au Honduras puis, en 1971, au Venezuela. Pendant les trois années qu'elle passe en Amérique latine, il apparaît que le talent de la poétesse ne se limite aucunement à la description des pittoresques Grisons, mais qu'elle est tout à fait à même de décrire aussi, en romanche, les paysages et les habitants d'Amérique du Sud, et même de s'extraire du petit monde fermé de sa couche sociale supérieure, blanche et coloniale, pour peindre avec sensibilité la détresse des populations locales.

Ainsi, dans son poème «Pitschna indiana» («Petite Indienne»), l'image de cette fillette renversée par un camion devant sa cabane en tôle ondulée, et dont le ruban rouge est tombé au sol à côté de sa main brune, reste gravé dans la mémoire, comme une accusation silencieuse. Le poème s'achève ainsi: «Pitschna indiana / cul bindê cotschen / Dasper teis man brün» («Petite Indienne / au ruban rouge / à côté de ta main brune»), et il est frappant de constater à quel point la langue du village de Ramosch, comme dans les vers de la poétesse sur les paysages de l'Engadine, atteint sans peine un niveau littéraire universel.

Très tôt déjà, Luisa Famos convoque aussi la mort dans ses écrits, comme le montre de la manière la plus vibrante qui soit le poème «L'Ala de la mort» («L'aile de la mort»), qu'elle écrit après son retour en Suisse, en 1972, et qui se termine ainsi: «Davo ais gnüda la not / Sainza gnir s-chür / Stailas han cumanzà lur gir / E Tü o Dieu / Am d'eirast sten dastrusch» («Puis la nuit est tombée / non pas obscure / Des étoiles ont commencé leur course / Et Toi mon Dieu / m'étais si proche»). Ce sont les derniers vers que publie la poétesse, qui restera à tout jamais une belle jeune femme dans la mémoire collective, car avant leur parution dans le recueil «Inscunters» (Rencontres), Luisa Famos meurt le 28 juin 1974, à 43 ans, d'un cancer sournois.

BIBLIOGRAPHIE: Les poèmes de Luisa Famos ont été édités en version bilingue romanche/français dans le recueil «Poésias/Poesias», paru aux éditions L'Âge d'Homme à Lausanne.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH



D'ingionder ch'eu vegn

D'où je viens

Ingio ch'eu gjarà

où je vais

Chi'm sa dir

qui peut me le dire

Sch'eu sun

Suis-je

Sch'eu sun stat

ai-je été

Sch'eu sarà

serai-je

Chi'm sa dir

qui peut me le dire

Porta'm vent

Porte-moi vent

Sün ti' ala

sur ton aile

Bütta'm flüm

jette-moi fleuve

A la riva

sur la rive.

Traduction française: Denise Mützenberg

«Je suis désolé de dire cela, mais la Suisse ne peut pas négocier avec le virus»

La pandémie de coronavirus tourmente le monde depuis un an. Comment la Suisse l'a-t-elle gérée? Nous avons posé la question au psychanalyste Peter Schneider. Plusieurs thèmes ont été abordés sur son divan.



INTERVIEW: SUSANNE WENGER

Nous nous sommes entretenus avec le très occupé Peter Schneider par appel vidéo un dimanche de février. La Suisse traversait alors son deuxième confinement national. Depuis la mi-janvier, restaurants, magasins, lieux culturels et de divertissement étaient fermés. Auparavant, le gouvernement avait hésité pendant des mois à ordonner un nouveau confinement, et celui-ci s'avérait moins strict que dans les pays voisins. Les stations de ski et les remontées mécaniques restaient ouvertes, y compris pour les touristes. Parallèlement, la plus grande campagne de vaccination que le pays ait jamais connue avait débuté. Le nombre de cas diminuait, mais ceux dus aux mutations du virus augmentaient, ce qui inquiétait les autorités. Des forces de droite au Parlement réclamaient tout de même la fin du confinement et tentaient de confisquer la gestion de la crise au gouvernement. Jusqu'en février, on avait enregistré près de 9000 décès dus au Covid-19, la plupart pendant la deuxième vague. Peter Schneider (63 ans) est psychanalyste à Zurich, enseignant à l'université, écrivain, satiriste et chroniqueur: c'est une voix connue et percutante en Suisse alémanique. Pendant l'interview, il fumait un cigare.

Peter Schneider nous parle de l'approche suisse de la lutte contre la pandémie: «Nous avons certainement vu là les plus mauvais côtés du fédéralisme, mais il n'est pas la cause de tous les problèmes.»

Photo Ursula Markus

«La première vague avait encore quelque chose de l'ambiance d'un camp scout.»

**Revue Suisse: Monsieur Schneider,
comment allez-vous près d'un an après
le début de la pandémie?**

Peter Schneider: Pas particulièrement mal, mais c'est surtout une question de chance. Des conférences et des lectures ont été annulées et j'ai donné des cours à distance, cependant je n'en ai pas trop souffert dans le sens où cela m'a épargné bon nombre de déplacements fatigants. Au cabinet, l'activité a continué comme avant, et j'ai pu écrire comme je le voulais. Les restrictions ne me touchent pas tellement, car je ne suis pas souvent hors de chez moi en temps normal non plus.

Et comment va la Suisse?

On ne peut parler de «la Suisse» en général. Ma situation n'est pas la même que celle des gens qui sont au chômage partiel, ont perdu leur emploi ou craignent pour la survie de leur entreprise. Eux, bien sûr, ne se portent pas aussi bien que moi. Je ne veux pas dire que le pays est divisé entre gens heureux et malheureux, mais on ne peut pas tabler sur un «nous» homogène. Il faut analyser qui va mal et pour quelles raisons.

La Suisse a réussi à maîtriser la première vague de la pandémie, mais lors de la deuxième, elle est devenue un des foyers de contamination majeurs d'Europe. Cela a surpris beaucoup de monde. Vous aussi?

Je dois dire que oui. Le confinement de la première vague avait encore quelque chose de l'ambiance d'un camp scout. Le journal télévisé parlait des applaudissements en faveur du personnel soignant, des concerts don-

nés sur les balcons. C'était un peu l'aventure, surtout dans un pays comme le nôtre. On suivait les conférences de presse du Conseil fédéral et on se sentait entre de bonnes mains. Par la suite, une bonne partie des choses que la population avait appréciées dans cette gestion tranquille de la pandémie ont cependant été réduites à néant.

Comment cela s'est-il produit?

Bien des choses se sont mal passées. Il est apparu que de graves erreurs avaient été commises dès la première vague. Les autorités avaient mis en doute l'efficacité des masques de protection, mais il s'agissait d'un mensonge dû au fait que le pays n'en possédait pas assez. À partir de l'été, on a senti qu'un lobbying très virulent parvenait à faire son chemin contre le bon sens épidémiologique. Il y a eu trop peu de tests, des données lacunaires sur les lieux de contamination, des querelles politiques. Aujourd'hui, les gens sont mécontents, non seulement en raison des nombreuses restrictions qu'ils doivent respecter, mais aussi à cause de ce manque de repères. Je crois que la confiance a été en grande partie rompue.

**Un système de soins d'excellente qualité,
un pays stable, une prospérité généralisée:**

**la Suisse réunit de bonnes conditions pour
lutter contre une pandémie.**

Oui, et pendant le premier confinement, j'ai pensé: voilà, une fois de plus, la Suisse est un îlot de félicité, ce qui est injuste, certes, mais rassurant. Puis, j'ai été très surpris. Je défends souvent la Suisse lorsque j'entends des critiques sur la situation du pays, car un certain nombre de reproches sont superficiels et dénotent une méconnaissance des mécanismes politiques. Dans le cas de la pandémie, je ne peux toutefois pas m'opposer aux critiques.

**Pourquoi la Suisse a-t-elle connu tant de
difficultés par moments?**

Je ne le comprends pas tout à fait non plus. Nous avons certainement vu là les plus mauvais côtés du fédéralisme, mais il n'est pas la cause de tous les problèmes. La majorité politique a entonné le mantra de la responsabilité individuelle dans un domaine où cela n'a aucun sens. La lutte contre la pandémie est une tâche publique. Lorsque je roule de Zurich à Berne, je ne dois pas aplanir ma route moi-même.

**Le Conseil fédéral a tenté de trouver
une voie suisse pour gérer la pandémie.**

N'est-ce pas légitime?

Bon nombre de voies suisses me plaisent, même si je ne suis pas satisfait du résultat politique à la fin. Le système fait qu'au moins, les décisions reposent sur un large consensus. Dans une pandémie non plus, tout n'est pas qu'affaire de nécessité: elle est traversée par des questions politiques. Mais de là à penser qu'on peut négocier avec un virus d'une façon spécifiquement

«Les gens sont mécontents, non seulement en raison des nombreuses restrictions, mais aussi à cause du manque de repères.»

suisse... Je suis désolé de dire cela, mais la Suisse ne peut pas négocier avec le virus.

A-t-on placé les intérêts économiques au-dessus de la protection des vies humaines, comme certains l'affirment? La pandémie révèle-t-elle un problème de valeurs?

Pour moi, opposer l'économie à la vie des gens est déjà une énigme. L'économie prospère-t-elle quand il y a un grand nombre de malades et quand le nombre de décès s'envole? L'économie n'est pas un univers parallèle dans lequel d'autres lois s'appliquent. Aujourd'hui à nouveau, certains réexigent une réouverture rapide. J'en ai assez d'entendre toujours les mêmes arguments contre des faits empiriques. C'est en cela que le coronavirus me fatigue.

Il me semble qu'une partie du pays et certains politiciens se sont transformés en adolescents geignards à qui il faut faire la leçon soir après soir: non, tu ne prends pas ma voiture pour sortir. On a parfois envie de leur dire: O.K., bois autant que tu veux, voici la clé de la voiture, tu verras bien où ça te mènera.

Pendant longtemps, l'ampleur des décès dus au Covid-19 n'a pas semblé préoccuper grand monde. Comment l'expliquez-vous?

On n'a pris conscience que petit à petit que les EMS étaient des pièges mortels. C'est le discours cynique qui s'est alors mis en place que j'ai trouvé grave. Certains philosophes nous ont fait savoir, par les médias, qu'en fin de compte chaque être humain est mortel. On a invité les personnes âgées à

prendre des directives anticipées afin de ne pas devoir en arriver au tri pour les admissions en soins intensifs. On leur disait: qui veut vivre la torture d'être intubé? Mieux vaut mourir paisiblement du coronavirus. Du reste, j'ai moi-même cédé à la pression en prenant des directives anticipées.

Peut-on vous demander ce qu'elles contiennent?

Elles indiquent que je veux être maintenu en vie par tous les moyens et que je refuse d'être traité par du personnel atteint du Covid-19. Il est vrai que cela ne fait pas de mal de penser à sa propre mortalité de temps en temps. Mais là, c'était uniquement dû au fait scandaleux qu'on n'avait pas pris de mesures efficaces à temps pour prévenir une deuxième vague. On pensait que la population n'accepterait pas un deuxième confinement. Pourtant, le premier n'avait pas provoqué de désolidarisation. Personne n'a affirmé que le Covid-19 ne mettait en danger que les vieux et les gros fumeurs, et qu'on n'en n'avait donc rien à faire. Puis, à l'approche de Noël, le débat sur la mortalité a basculé. Tout le monde voulait tout à coup pouvoir serrer ses grands-parents dans ses bras, or c'était impossible. Les journaux ne parlaient

que de cela. Un sentimentalisme sans précédent.

La Suisse n'a pas été à la hauteur des attentes dans la lutte contre la pandémie. Quel impact cela a-t-il sur l'image que nous nous faisons de notre propre pays, dans lequel tout fonctionne toujours bien?

Un impact limité, sans doute. Ceux qui se sentent supérieurs n'en sont probablement pas affectés. Ils pensent plutôt que des compromis nous auraient empêchés de suivre la bonne voie suisse. Et les autres n'ont vraisemblablement pas une image aussi idéalisée de la Suisse au point de tomber des nues à présent. Cela dit, il se pourrait que la confiance perdue soit difficile à rétablir dans les futures situations de crise. Car d'autres pandémies suivront.

Cette crise du siècle transformera-t-elle le vivre ensemble en Suisse?

Non. La pandémie et ses sujets connexes offrent tellement de matière que cela amène de l'eau à tous les moulins et que tout le monde pense avoir opté pour la bonne attitude. Tout au plus les institutions en tireront des enseignements, par exemple pour le développement d'une meilleure application d'alerte. Cela dit, la déception de voir qu'il n'y a pas eu de glorieuse voie suisse ne doit pas non plus nous faire basculer dans l'auto-affliction, une tendance que j'observe parfois. Certes, la Suisse n'a pas brillé au cœur de la pandémie. Mais à côté de cela, beaucoup de choses fonctionnent très bien. Et d'autres pays qui ont fait mieux par moments ont également failli lors d'une deuxième ou troisième vague. Il faut avoir l'honnêteté de le dire.

Tous les articles de la «Revue Suisse» sur la pandémie de coronavirus ont été réunis dans un dossier consultable sur www.revue.ch. Lien direct vers le dossier: revue.link/covid

Les singes, nos égaux?

Les Bâlois sont appelés à voter sur l'octroi de droits fondamentaux à tous les primates dans leur ville. S'agit-il de protection radicale des animaux? De propager le véganisme? Ou de conférer des droits humains aux bêtes?



Le primate humain accordera-t-il le «droit à la vie» au primate chimpanzé? C'est ce que réclame une initiative bâloise.

Photo iStockphoto

JÜRIG STEINER

La caricature est facile: un singe est assis dans une salle d'audience. À ses côtés, son avocate, qui plaide dans un procès que le primate a intenté parce qu'il considère sa vie comme menacée. Une affaire de «droits humains» avec un simien pour protagoniste principal sera-t-elle bientôt possible dans la ville de Bâle? Faudra-t-il des interprètes et des conseillers juridiques pour les singes? Et les autorités de protection des enfants et des adultes devront-elles étendre leur champ d'activité aux 300 espèces de primates non humains?

Du seul fait que les êtres humains sont eux aussi des primates biologiquement parlant, l'initiative populaire «Droits fondamentaux pour les primates», qui entend reconnaître aux singes le droit à la vie et à l'intégrité physique et mentale, a donné lieu à des représentations et réflexions caricaturales depuis qu'elle a été lancée à Bâle-Ville en 2016. Ce qui est certain, c'est que si les votants du canton l'acceptaient (la votation aura probablement lieu en

2022), il s'agirait d'une révolution juridique de portée internationale. Jusqu'ici, nulle part sur la planète les animaux n'ont reçu de droits fondamentaux par la voie de la démocratie directe.

Dès le début, les initiants contestent le reproche qui leur est fait de vouloir conférer aux primates non humains des droits en tous points identiques aux nôtres et de colporter un discours d'anthropomorphisme ou d'égalitarisme. Il serait absurde, disent-ils, d'accorder à tous les primates par exemple la liberté de réunion, d'expression ou de religion – qui sont aussi des droits fondamentaux –, car ils ne pourraient pas en faire usage. En revanche, ils affirment, en s'appuyant sur des découvertes neuroscientifiques et biologico-comportementales, que les primates sont des êtres sociaux communicatifs, sensibles et empathiques. Les protéger d'une mort violente et des souffrances physiques et psychiques au moyen d'un article constitutionnel est donc absolument justifié à leurs yeux, d'autant plus que les lois en vigueur sont loin de leur offrir une telle garantie.

Le meurtre comme «dommage à la propriété»

Le droit suisse, écrit le professeur de droit bernois Peter V. Kunz dans un commentaire personnel, traite les animaux comme des choses: «Tuer un animal n'est donc pas un meurtre au sens juridique, mais un dommage à la propriété.» Si la Constitution accordait des droits fondamentaux aux primates, il y aurait changement de paradigme: pour la première fois, des êtres non humains seraient reconnus comme des sujets de droit.

Brisant un tabou, l'initiative fait face à des vents contraires: des primates jouissant de droits fondamentaux remettraient en effet en question l'expérimentation animale dans la recherche pharmaceutique, mais aussi la détention de grands singes au zoo de Bâle. L'initiative a été lancée par «Sentience Politics», une «organisation politique défendant les droits des animaux non humains», d'après les termes de son directeur Silvano Lieger. Ces antispécistes réclament notamment des menus végétariens dans les cantines publiques des villes suisses et sont à l'origine de l'initiative populaire nationale contre l'élevage intensif. En voulant accorder des droits fondamentaux aux primates, l'ONG reprend une idée formulée entre autres par le philosophe et éthicien australien Peter Singer dans son best-seller «La libération animale», paru en 1975.

Le zoo et l'industrie pharmaceutique indirectement touchés

Le Grand Conseil bâlois avait déclaré l'initiative sur les primates irrecevable, car il craignait que la Constitution cantonale ne viole le droit fédéral. Le Tribunal fédéral lui a toutefois donné tort à l'automne 2020 en autorisant le peuple bâlois à se prononcer sur cette question délicate, avec une restriction importante: seul le canton de Bâle-Ville et ses organes seraient liés par l'article constitutionnel en cas de oui. Pour les organismes privés – l'industrie pharmaceutique ou le zoo, par exemple – une acceptation de l'initiative aurait tout au plus des effets indirects.

Cela signifie-t-il que ce vote ne déclenche qu'un débat stérile? «Cette initiative n'a pas qu'un caractère symbolique», rétorque la célèbre spécialiste des droits des animaux et du climat Charlotte Blattner, responsable de recherche au département de droit public de l'université de Berne. Depuis plusieurs années, elle s'occupe des aspects éthiques et juridiques de l'initiative sur les primates. «La question centrale est de savoir si notre société trouvera le moyen de respecter vraiment et de protéger les intérêts fondamentaux des animaux, à savoir le droit à la vie et à l'intégrité physique et mentale», explique-t-elle.

Protection ou exploitation des animaux?

Certes, la Suisse a été le premier pays au monde à inscrire la dignité animale dans sa Constitution en 1992, et elle possède, en comparaison internationale, une législation sévère en matière de protection animale. Malgré cela, d'après les statistiques, seules quelque 2000 infractions sont punies chaque année, et le plus souvent par des amendes de quelques centaines de francs. Pour Charlotte Blattner, on ne se soucie du bien-être animal qu'en apparence, mais on place en fin de compte toujours les intérêts humains au-dessus de ceux des animaux. Par exemple en définissant par le menu, dans les lois et les ordonnances, les méthodes d'abattage autorisées. «En gros, la loi sur la protection des animaux pourrait être décrite comme une loi sur l'exploitation des animaux», avance-t-elle.

Par conséquent, Charlotte Blattner considère que l'initiative sur les primates ouvre la voie à un débat sociétal plus large sur des relations plus justes entre êtres humains et animaux, et pas seulement ceux qui ressemblent aux humains. «Les porcs d'engraissement, par exemple, ont eux aussi intérêt à ne pas souffrir et à rester en vie», dit-elle, en soulignant qu'accorder des droits fondamentaux aux animaux ne signifie pas en retirer aux êtres humains. C'est plutôt le contraire: «Là où les animaux sont maltraités, la situation des êtres humains est aussi peu enviable, en général.» Dans les élevages industriels, les conditions de travail sont souvent pénibles. Et des études récentes montrent que dans les régions où l'on respecte les droits des animaux, les êtres humains sont eux aussi mieux protégés et les groupes de population défavorisés, mieux lotis.

Là où le débat devient vraiment complexe, c'est lorsqu'on pense à l'avenir à long terme de l'octroi de droits fondamentaux aux animaux. Car la question existentielle qui se pose est celle de savoir s'il sera toujours possible de les exploiter ou si le véganisme demeurera la seule voie envisageable. Les scientifiques débattent âprement de ce sujet, note Charlotte Blattner, mais une majorité d'entre eux y sont favorables. Avec le philosophe animaliste Markus Wild, on pourrait poursuivre le raisonnement dans le sens du changement climatique. En raison du recul dramatique de la biodiversité, il ne restera peut-être pas d'autre option aux êtres humains que de repenser leur relation aux animaux s'ils veulent se sauver eux-mêmes. Vue comme cela, l'initiative sur les primates pourrait donner une impulsion vitale à ce primate qu'est l'être humain.

sentience-politics.org

Une nouvelle chance pour le vote électronique

L'e-voting redémarre: les cantons ont à nouveau le droit de proposer un canal de vote électronique. Mais il faudra du temps avant que les citoyens puissent en profiter.

EVELINE RUTZ

Il est prévu que les citoyens suisses puissent à nouveau participer aux votations et aux élections au moyen d'un clic de souris. Après une année et demie de stagnation totale, les autorités fédérales accordent une nouvelle chance au vote électronique: elles permettent aux cantons de le proposer à un nombre de personnes limité à titre d'essai. La Thurgovie, Fribourg et Saint-Gall ont déjà signalé leur intérêt. Ils pourront démarrer dès que les bases juridiques auront été adaptées, soit probablement en 2022.

Le vote électronique alimente les débats en Suisse depuis des années. La Confédération s'efforce de mettre sur pied un système sûr depuis 2004. Elle a autorisé plus de 300 tests dans 15 cantons avant d'ordonner leur arrêt complet à la mi-2019. Les deux principaux fournisseurs avaient alors retiré leur logiciel. Le canton de Genève,

pionnier en la matière, a renoncé à l'exploitation de son système pour des raisons financières. Et la Poste suisse a tiré la prise du sien après que des spécialistes externes y avaient décelé des failles de sécurité. La disparition du canal de vote numérique a provoqué un effondrement de la participation des Suisses de l'étranger aux votations et élections: les élections nationales de 2019 l'ont clairement montré. Dans les cantons qui utilisaient encore l'e-voting en 2015, les voix de la «Cinquième Suisse» ont reculé d'un tiers par endroits. Le ressentiment reste fort à ce jour dans la diaspora.

La pandémie retarde l'acheminement du courrier

Un grand nombre de Suisses de l'étranger se plaignent d'être empêchés d'exercer leurs droits politiques. Ils critiquent aussi le manque de volonté politique de changer quelque chose. Par ailleurs, la pandémie de coronavirus a encore compliqué le vote par correspondance. La poste atteint par moments ses limites en termes de capacité: dans de nombreux endroits, les documents arrivent encore plus tard que d'ordinaire. De fait, les personnes vivant outre-Atlantique ne peuvent plus voter en Suisse.

Elles placent beaucoup d'espoir dans le vote électronique. «Elles ne doivent plus craindre que leur voix se perde à cause de la lenteur de l'acheminement postal du courrier», a déclaré le chancelier de la Confédération Walter Thurnherr en présentant les nouveautés en décembre. Ce service numérique est utile aussi pour les malvoyants, qui peuvent ainsi remplir leurs documents de vote sans l'aide de

tiers. De plus en plus de personnes règlent leurs affaires en ligne, a indiqué Walter Thurnherr: le vote électronique répond donc à un besoin. Mais la Confédération a toujours considéré que la sécurité primait sur la vitesse. L'objectif est de pouvoir compter sur un procédé fiable. «Les votations et les élections ne fonctionnent que si les citoyens ont confiance dans le processus», a souligné le chancelier.

Contrôle et amélioration permanents

Le Conseil fédéral a revu ses exigences de sécurité à la hausse. Désormais, il n'autorisera plus que les systèmes entièrement vérifiables, c'est-à-dire permettant aux utilisateurs de vérifier si leur voix a été correctement prise en compte. Ces systèmes garantissent en outre que les erreurs de fonctionnement systématiques ou les manipulations sont identifiées. Les solutions d'e-voting seront mieux contrôlées et améliorées en permanence à l'avenir. Le gouvernement engagera des spécialistes indépendants pour ce faire, mais il mise aussi sur des volontaires de la population civile, qui seront dédommagés pour leurs observations avisées. Le droit en vigueur prévoit déjà que le code source et la documentation des plateformes d'e-voting seront publiés. Dorénavant, des critères *open source* s'appliqueront.

Avant que les essais puissent redémarrer, les bases juridiques doivent être adaptées. À cette fin, une consultation est prévue pendant l'année en cours. Le vote électronique pourrait à nouveau être utilisé à partir de 2022. Entre-temps, la Poste a remanié son système et l'a rendu public en janvier.



Walter Thurnherr, chancelier de la Confédération:
«Les votations et les élections ne fonctionnent que si les citoyens ont confiance dans le processus.»

Photo Danielle Liniger

Les cantons critiquent les restrictions et les coûts

Le troisième canal de vote ne sera toutefois ouvert qu'à 30 % des votants sur le plan cantonal et à 10 % sur le plan national. «Cette restriction est un coup dur pour les cantons qui ont misé sur une offre couvrant tout leur territoire», relève Barbara Schüpbach-Guggenbühl, chancelière d'État du canton de Bâle-Ville et présidente de la Conférence suisse des Chanceliers d'État. C'est le cas par exemple de Glaris, des Grisons et de Bâle-Ville. Barbara Schüpbach-Guggenbühl souligne que les coûts élevés constituent un obstacle à l'adoption de projets de vote électronique par les parlements cantonaux. Son constat est sans appel: «Nous ne pouvons supporter ces coûts seuls. Il faut trouver d'urgence des solutions avec la Confédération à cet égard.» En outre, les préoccupations en matière de sécurité pourraient aussi compliquer le redémarrage. Des interventions ont été déposées dans ce sens dans plusieurs cantons.

Le canton de Genève, quant à lui, affiche une certaine réserve. La chancellerie d'État indique que le vote électronique ne sera pas offert dans



Remo Gysin, président de l'OSE:

«Il n'est pas judicieux que chaque canton fasse cavalier seul.»

un avenir proche. Le canton de Berne, qui utilisait jusqu'ici le système genevois, ne s'est pas encore prononcé à ce sujet. Le Conseil exécutif se penchera sur la nouvelle situation au premier trimestre 2021, relève Stefan Wyler, de la Chancellerie d'État. Aucune collaboration avec la Poste n'étant actuellement en place, le vote électronique pourrait n'être reproposé qu'en 2023.

Le Conseil fédéral rechigne à prendre la conduite des opérations, dénonce Remo Gysin, président de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE): «Il n'est pas judicieux que chaque canton fasse cavalier seul.» Selon lui, la Confédération doit impérativement accroître son soutien, notamment financier. Et aller de l'avant, enfin. «L'objectif doit être de mettre sur pied un système d'e-voting d'ici aux prochaines élections nationales de 2023.» L'OSE a déjà posé cette exigence dans une résolution en 2019. Interrogé au sujet de la stratégie «La sécurité prime la vitesse», Remo Gysin souligne que l'OSE soutient les efforts visant à mettre sur pied un procédé sûr. Mais qu'il est tout aussi important de garantir que le grand nombre possible de citoyens puissent exercer leurs droits politiques.

Scepticisme dans tous les camps politiques

Une large alliance de responsables politiques et d'experts met en garde contre le piratage et la perte de confiance, arguant que tout système peut être manipulé. Elle a plaidé pour un moratoire au Parlement et lancé une initiative populaire dont la récolte de signatures a toutefois été stoppée par les restrictions liées au coronavirus à l'été 2020.

D'après Eric Dubuis, professeur d'informatique à la Haute école spécialisée bernoise, la sécurité absolue n'existe pas. «C'est comme pour l'avion: nous le prenons, tout en sachant qu'il peut tomber.» Après 30 ans de recherche sur l'e-voting, souligne-t-il, les vérifications individuelles et universelles assurent cependant un niveau élevé de sécurité. Ainsi, il est notamment possible de vérifier si une voix a été correctement prise en compte, si seuls des citoyens habilités ont voté et si toutes les voix valables ont été comptabilisées dans le résultat. «Les systèmes actuels d'e-voting peuvent être conçus de manière à reconnaître les manipulations sans doute possible», relève Eric Dubuis. Tout en disant qu'en fin de compte, c'est à la société de décider si l'on peut miser sur un logiciel pour préserver la démocratie.

Accélérer l'acheminement postal

Avoir recours au courrier diplomatique pour aider les Suisses de l'étranger à mieux exercer leurs droits politiques? C'est ce qu'exige Andri Silberschmidt, conseiller national PLR zurichois, dans un postulat parlementaire. Il propose d'expédier les bulletins de vote groupés aux représentations suisses à l'étranger, qui les enverraient ensuite par la poste locale aux votants. Les bulletins remplis seraient une nouvelle fois regroupés par les ambassades et les consulats et réacheminés en Suisse. (ER)



Barbara Schüpbach-Guggenbühl relève que les restrictions liées au nombre de personnes autorisées à voter par le canal électronique sont «un coup dur».

Des vacances en Suisse pour les enfants du monde entier

Chaque année, la Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE) permet à plus de 300 enfants suisses de l'étranger de découvrir la Suisse pendant l'été et de nouer des amitiés avec des enfants du même âge venant de tous les continents. Malgré les incertitudes liées à la pandémie de coronavirus, nous ferons notre possible pour proposer cette année encore des colonies de vacances diversifiées. Certes, nous avons dû réduire quelque peu notre offre en 2021. Mais nous sommes toujours aussi enthousiastes à l'idée de faire découvrir leur pays



d'origine au plus grand nombre possible d'enfants suisses de l'étranger. L'organisation des camps de vacances représente un défi particulier pour la FESE cette année, et les parents, naturellement, se posent aussi de nouvelles questions. Le document «Information COVID pour les camps de vacances 2021», que vous trouverez sur notre site Internet, fournira des réponses aux parents et les aidera à planifier le séjour de leur enfant.

Nous avons déjà reçu de nombreuses inscriptions pour l'été prochain. Notre site <https://sjas.ch/fr/> vous renseignera sur

les places encore disponibles. Cette année encore, la FESE propose aux familles qui n'ont pas les moyens d'offrir ces vacances à leurs enfants des réductions sur le prix du séjour et du voyage. N'hésitez pas, en cas de besoin, à joindre une demande de réduction à votre inscription. Nos donateurs seront heureux d'offrir la possibilité à des enfants de passer des vacances insouciantes en Suisse même en ces temps difficiles. Par ailleurs, les personnes souhaitant effectuer un don trouveront toutes les informations utiles sur: <https://sjas.ch/fr/qui-sommes-nous/dons/>. **LOÏC ROTH**



Quels défis pour notre démocratie?

Le Congrès annuel de l'Organisation des Suisses de l'étranger se penchera cette année sur des questions essentielles pour l'avenir. Il se déroulera également dans un cadre typiquement méditerranéen, celui de la ville de Lugano.

Les nouvelles pandémies comme celle que nous vivons depuis une année, la migration, la protection des données, la croissance du numérique, l'exercice des droits politiques: comment le système démocratique suisse répond-il aux enjeux actuels? Quel est son besoin de réforme? Comment garantir le respect des principes démocratiques helvétiques uniques au monde à l'ère du renforcement de l'autocratie? Faut-il ou non étendre les droits politiques suisses aux étrangers de deuxième génération ou aux jeunes à partir de 16 ans?

Les intervenants du congrès 2021 tenteront de répondre, entre autres, à ces questions et d'amorcer une réflexion.

Si cette thématique très actuelle vous intéresse et que vous souhaitez découvrir ou redécouvrir le Tessin avec sa variété incroyable de paysages et son patrimoine architectural unique en Suisse, alors réservez le week-end du 20-22 août 2021 et rejoignez-nous à Lugano, la ville suisse-italienne aux saveurs méditerranéennes!

(JF)

Nouveautés 2021: cours de langue en ligne

En compagnie d'autres jeunes suisses de l'étranger, les participants pourront découvrir une langue nationale depuis chez eux et rester ainsi en contact avec leur pays d'origine, même depuis l'autre bout du monde.

Dans cette nouvelle offre de SwissCommunity, les jeunes âgés de 15 à 25 ans pourront suivre durant deux semaines des cours intensifs d'allemand ou de français. Ces leçons en ligne leur donneront l'occasion d'apprendre ou d'approfondir leurs connaissances linguistiques avec d'autres jeunes Suisses des quatre coins du monde, de façon aussi efficace que ludique, de s'amuser et de vivre des moments inoubliables. Les cours de langue auront

comme thématique principale «La Suisse» et seront donnés par des enseignants qualifiés et motivés.

De plus amples informations ainsi que le formulaire d'inscription se trouvent sur notre site Internet:

www.SwissCommunity.org > Offres pour les jeunes.

Organisation des Suisses de l'étranger,
SwissCommunity, Service des jeunes, Alpenstrasse 26,
3006 Berne, Suisse, Téléphone +41 31 356 61 24
e-mail: youth@swisscommunity.org
www.SwissCommunity.org

MARIE BLOCH, SERVICE DES JEUNES

Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26
CH-3006 Berne
Tél. +41 31 356 61 00
Fax +41 31 356 61 01
info@swisscommunity.org

www.revue.ch
www.swisscommunity.org

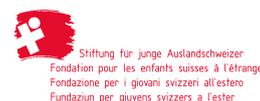


Nos partenaires:

educationsuisse
Tél. +41 31 356 61 04
Fax +41 31 356 61 01
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Tél. +41 31 356 61 16
Fax +41 31 356 61 01
info@sjas.ch
www.sjas.ch



Facilitations pour l'AVS facultative

Les personnes vivant à l'étranger et cotisant à l'AVS facultative auront désormais plus de temps pour envoyer leurs documents.

Bonne nouvelle pour tous les Suissesses et Suisses de l'étranger qui cotisent à l'AVS facultative: l'ordonnance concernant l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité facultative (OAF) a été adaptée sur certains points au 1^{er} janvier 2021. Ainsi, par exemple, le délai d'envoi des documents a été prolongé: dorénavant, les documents nécessaires pour fixer le montant de la cotisation pourront être envoyés jusqu'au 31 mars. Jusqu'ici, ils devaient l'être jusqu'au 31 janvier.

Ce changement tient compte de la situation particulière des Suisses de l'étranger. Longues distances, difficultés d'obtention des documents et distribution postale limitée et lente: tels sont certains des facteurs qui ont parlé en faveur du prolongement des délais. Par conséquent, le délai s'appliquant à l'envoi de la décision fiscale est également prolongé. Il arrive désormais à échéance le 31 août.

Nouvelle solution AVS post-Brexit

La sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne a elle aussi des conséquences sur la prévoyance vieillesse des Suissesses et Suisses de l'étranger. Les Suisses qui s'installent au Royaume-Uni (UK) pourront eux aussi désormais cotiser à l'AVS facultative. Les conditions d'admission sont les mêmes que celles qui s'appliquent déjà aux autres pays non européens. Pour les personnes qui vivaient déjà au Royaume-Uni avant le 1^{er} janvier 2021, tout reste inchangé pour le moment. (SM)

«Soyez ouvert aux nouvelles expériences et idées»

La Suissesse de l'étranger Angela Meraviglia évoque les opportunités et les défis des études universitaires en Suisse.

INTERVIEW: RUTH VON GUNTEN, EDUCATIONSUISSE

Angela Meraviglia, vous êtes suisse et avez grandi en Australie. Pourquoi avez-vous décidé d'étudier en Suisse?

En Australie, j'ai fait un apprentissage de fleuriste. En fait, j'ai toujours voulu étudier, mais je n'ai jamais trouvé le bon programme d'études. Lors d'un séjour en Suisse, j'ai découvert le cours de «Design Management» à la Haute école spécialisée de Lucerne. Au début, cela semblait être une idée excitante mais pas très concrète. Puis j'ai postulé. Grâce au dossier composé de mes travaux, à mon diplôme gymnasial et à mon expérience professionnelle, j'ai été acceptée. C'est seulement après avoir reçu la confirmation de mon admission, que j'ai réalisé que ma vie allait complètement changer.

Parlez-nous plus précisément de votre cours de «Design Management» à la Haute École Spécialisée de Lucerne.

Le programme d'études est entièrement en anglais. Je suis maintenant en troisième et dernière année de Bachelor. J'aime particulièrement la diversité du domaine d'études. Il ne s'agit pas seulement de créer ou concevoir des choses matérielles, mais il s'agit toujours d'un mindset complet, donc d'une pensée globale. Cela permet de comprendre des problèmes complexes, de communiquer avec les gens et de créer des solutions qui sont meilleures pour les personnes et pour notre environnement.

Quelle langue utilisez-vous pendant votre temps libre? Et comment vous êtes-vous intégrée en Suisse?

Je parle un mélange d'anglais et de suisse allemand avec mes amis de l'université et, avec mes proches, le suisse allemand que j'ai appris à la maison. Maintenant je voudrais aussi suivre un cours d'allemand à l'univer-



Angela Meraviglia, en formation en Suisse, a grandi en Australie. Photo droits réservés

sité. La création d'un cercle d'amis en Suisse a été plus difficile que je ne l'imaginai. Cependant, un petit travail dans la restauration m'a permis de connaître le mode de vie local et de faire de nouvelles connaissances.

Le «petit boulot» à côté des études était-il suffisant pour faire face au coût élevé de la vie en Suisse?

J'ai toujours travaillé parallèlement à mes études, d'abord dans la restauration et maintenant dans une agence de design à Zurich. Cependant, le rythme intensif des études ne me permet pas de travailler suffisamment pour être indépendante financièrement. J'ai eu la chance de recevoir une bourse d'études de mon canton d'origine, Zurich, ce qui me facilite énormément la vie. Je peux également bénéficier d'une réduction de ma prime d'assurance maladie. La Suisse est chère, mais elle dispose également d'un système d'aide sociale assez équitable.

Comment la pandémie de Corona affecte-t-elle vos études?

Pendant la grande partie de l'année passée j'ai étudié en ligne et cela continuera proba-

blement pour mon dernier semestre. Étudier en ligne fonctionne relativement bien, mais cela a considérablement changé mon expérience universitaire. Il y a des avantages et des inconvénients. Par exemple, je peux être à la montagne et suivre les cours en économisant le temps de déplacement. Mais une grande partie de l'interaction sociale est perdue. De plus, une journée entière de cours devant un ordinateur portable semble deux fois plus longue que celle passée dans une salle de classe. L'enseignement et l'apprentissage en présentiel ne peuvent être transférés tels quels en ligne. Je pense qu'avec le format en ligne, il est encore plus important de faire participer activement les étudiants pour que la concentration reste constante.

Quels sont vos projets pour l'avenir?

Pour l'instant, je ne me projette pas trop loin dans l'avenir, car le monde est si incertain en ce moment. Dans les prochains mois, je me concentrerai sur mon mémoire de Bachelor et je chercherai ensuite un emploi dans le domaine du design ici, en Suisse.

Quels sont vos conseils pour les jeunes Suisses de l'étranger qui désirent étudier en Suisse?

J'encourage tout le monde à se renseigner sur les possibilités d'aides financières. De plus, vivre dans un appartement en colocation n'est pas seulement une façon de vivre moins chère, mais c'est aussi un excellent moyen d'entrer en contact avec la culture suisse. Si vos études vous le permettent, vous devriez également chercher un emploi à temps partiel. Je conseille aussi de passer le plus de temps libre possible à explorer ce pays incroyablement varié. Restez curieux, soyez humble, soyez ouvert aux nouvelles expériences et idées, poursuivez activement votre objectif et donnez-vous le temps de vous intégrer, et cherchez du soutien si vous en avez besoin.

Educationsuisse offre aux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger des conseils spécifiques autour de la thématique «formation en Suisse». educationsuisse, Formation en Suisse, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Tél +41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch; www.educationsuisse.ch

Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'application «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.

Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, l'initiative populaire suivante a été lancée (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour la liberté et l'intégrité physique» (01.06.2022)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur:

- www.bk.admin.ch
- > Droits politiques
- > Initiatives populaires
- > Initiatives en suspens



Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch Quito (2021)

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Direction Consulaire
Innovation et Partenariats
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse
www.dfae.admin.ch, mail: kdip@eda.admin.ch

HELPLINE DFAE

☎ en Suisse +41 800 24 7 365
☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
E-Mail: helpline@eda.admin.ch
Skype: helpline-eda

Conseils aux voyageurs

www.eda.admin.ch/voyages
☎ en Suisse +41 800 24 7 365
☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
www.twitter.com/travel_edadfae

Travel Admin

Online-Registrierung von Auslandsreisen
Enregistrement en ligne de voyages à l'étranger
Registrazione quando si viaggia all'estero
Online Registration when travelling abroad

«Un citoyen suisse reste un citoyen suisse, peu importe où il réside dans le monde»

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis s'exprime en interview sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 pour les Suisses de l'étranger et sur les projets futurs qui répondent aux exigences particulières de cette communauté hétérogène. «Nous sommes toujours à l'écoute de leurs besoins», assure le chef du Département fédéral des affaires étrangères.

M. le conseiller fédéral, la crise COVID et les restrictions de voyage isolent les Suisses de l'étranger et les mettent parfois dans des situations personnelles ou économiques difficiles. Quel soutien apporte le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)?

La pandémie nous a tous confrontés à de nouveaux défis, en Suisse comme à l'étranger. Nous avons cependant mis un point d'honneur à ce que toutes nos représentations restent ouvertes et à disposition de nos concitoyens. J'ai demandé à mes services de porter une attention particulière aux demandes d'aide reçues et de réserver les budgets nécessaires pour faire face aux conséquences à long terme. Je pense notamment à l'aide sociale ouverte aux personnes ne pouvant plus subvenir elles-mêmes à leurs besoins.

Et en dehors de la pandémie?

Le DFAE a procédé à une large consultation de notre réseau en 2018 ainsi qu'à un sondage auprès des Suisses de l'étranger en 2019, avec plus de 52 000 réponses. Cela nous a permis d'identifier plusieurs lignes d'action sur lesquelles nous travaillons déjà. À titre d'exemple, la première inscription comme Suisse de l'étranger pourrait à l'avenir se dérouler en ligne, sans devoir transmettre aucun document original à la représentation à l'étranger.

Est-ce que ce processus se poursuit?

En effet, pour 2021, il s'agira de déterminer si le cadre formel, en particulier



Visiblement proche de la «Cinquième Suisse»: le conseiller fédéral Ignazio Cassis, aux côtés du président de l'Organisation des Suisses de l'étranger Remo Gysin (à gauche) et de jeunes Suisses de l'étranger, lors de la Fête des Vignerons à Vevey en juillet 2019.

Photo droits réservés

l'ordonnance sur les Suisses de l'étranger, correspond toujours aux besoins et si les principes définis sont appliqués de manière efficiente. Nous restons donc à l'écoute de notre communauté.

Autre thème récurrent: les droits politiques. Des difficultés encore plus importantes que d'habitude ont été enregistrées lors des dernières votations pour acheminer le matériel de vote. Que faire?

210 000 personnes sont enregistrées dans les registres d'électeurs. La majorité d'entre elles se trouvent en Europe ou en Amérique du Nord où peu de problèmes d'acheminement sont enregistrés. Pour une partie du reste de l'électorat, des problèmes de réception du matériel de vote existent. Avec

la crise du COVID-19 qui a limité le trafic postal international, ces problèmes se sont davantage accentués. Néanmoins, bien que la Chancellerie fédérale soit l'instance de coordination au niveau fédéral, l'exercice des droits politiques relève de la responsabilité des cantons, notamment pour l'envoi du matériel de vote.

Que peut donc faire concrètement le DFAE?

Il m'importe de contribuer à toute action permettant aux Suisses de l'étranger de participer activement à la vie publique. Un projet pilote avec la Chancellerie fédérale est ainsi prévu pour les votations de juin 2021, où l'utilisation du courrier diplomatique et des représentations à l'étranger sera



Les difficultés de l'acheminement postal empêchent de nombreux Suisses de l'étranger de voter. D'après Ignazio Cassis, c'est la raison pour laquelle on testera le recours au courrier diplomatique en juin.
Photo Marco Zanoni

testée. Sur cette base, nous établirons si d'autres démarches peuvent être prévues.

Trois quarts des Suisses de l'étranger disposent d'au moins une autre nationalité. Quel message voulez-vous leur faire passer?

Qu'un citoyen suisse reste un citoyen suisse à part entière, peu importe où il réside dans le monde! Et cela reste valable quelle que soit la ou les autres nationalités dont il dispose.

Mais certains problèmes existent malgré tout?

C'est vrai. En particulier dans le domaine de la protection consulaire. Les possibilités d'intervention sont parfois limitées, notamment si la per-

sonne dispose de la nationalité du pays où elle réside. Dans ce cas, les autorités locales considèrent cette personne comme l'un de leurs ressortissants uniquement. Cela rend toute démarche d'autant plus difficile. Mais cela n'a rien d'étonnant: la Suisse suit une ligne similaire.

Et lorsque les membres d'une famille disposent de nationalités différentes ou multiples...

Nous n'allons jamais nous limiter à soutenir un citoyen suisse. L'unité de la famille représente l'un des paradigmes de notre action, aussi bien concernant l'enregistrement des personnes auprès de nos représentations que lorsque nous agissons en faveur d'un de nos concitoyens.

Les questions liées aux nationalités multiples ne sont pas spécifiques à la Suisse, n'est-ce pas?

Effectivement. Il faut toutefois relever que ces questions sont parfois instrumentalisées à d'autres fins. C'est le cas lorsqu'une personne est incarcérée de manière arbitraire pour faire pression sur les autorités de son pays d'origine. Il s'agit d'une sorte de prise en otage que je ne saurais cautionner. J'ai personnellement participé à une conférence ministérielle virtuelle organisée en février dernier par le Canada afin de soutenir le lancement d'une initiative internationale contre les détentions arbitraires de citoyens étrangers, notamment ceux disposant de nationalités multiples.

L'application Travel Admin du DFAE a-t-elle joué un rôle primordial dans la gestion de la crise liée au coronavirus?

En effet, cette application lancée en 2019 nous a été d'une grande utilité au printemps dernier pour informer, soutenir et localiser nos concitoyens

bloqués à l'étranger. Les suggestions faites par les utilisateurs nous ont permis d'identifier quelques points à améliorer. Ces améliorations ont d'ores et déjà été intégrées à la nouvelle version de l'app, comme par exemple, la possibilité facilitée d'actualiser les données d'un voyage.

À l'instar de cette application, travaillez-vous également à la modernisation des canaux de communication avec la «Cinquième Suisse»?

Travel Admin s'adresse également aux Suisses de l'étranger lors de leurs déplacements et de leurs vacances. Dans ce sens, nous avons déjà fait un pas important pour eux également. Un autre succès a été la fête virtuelle du 1^{er} août qui a été très bien accueillie dans de nombreux pays. Cela dit, je partage votre point de vue quant à la nécessité d'assurer une communication moderne et efficace avec les Suisses de l'étranger et entre eux. J'ai mandaté la direction consulaire pour créer une interface mobile spécifique, par exemple sous forme d'app, afin de faciliter les contacts et l'échange d'informations. Cette application devrait être disponible en 2022.

Pour terminer, un mot sur le poids des Suisses de l'étranger dans les relations bilatérales de la Suisse?

La défense des intérêts des citoyens suisses, où qu'ils résident, représente l'une des lignes guidant le travail de la Confédération. Je peux vous assurer que cette dimension est prise en considération lors de nos négociations internationales. Un exemple récent est celui de la politique de «Mind the gap». Cette stratégie nous a permis d'assurer la continuité de nos relations avec le Royaume-Uni, malgré le Brexit, en particulier pour les Suisses de l'étranger.

(EDA)

Soif de liberté



CILETTE OFAIRE
«L'Ismé»
Éditions de l'Aire, Vevey, 2020
549 pages, 39.00 CHF

En septembre 1933, le bateau à vapeur *Ismé* prend le large à La Rochelle, sur la côte atlantique française. Sa capitaine est Cilette Ofaire, la première femme suisse à exercer officiellement ce métier. Avec quelques matelots, dont l'Italien Ettore, elle a l'intention de contourner l'Espagne et le Portugal. Les mois d'hiver tempétueux, les employés portuaires corrompus ou les problèmes financiers obligent l'équipage à s'arrêter dans des ports, parfois pendant plusieurs semaines, avant de pouvoir gagner la Méditerranée à l'été 1934 par le détroit de Gibraltar. La capitaine subvient à ses besoins en écrivant des récits et en accueillant des passagers à bord contre paiement. Lors du

long séjour dans le port de l'île d'Ibiza, le bateau et son équipage sont pris dans les troubles de la guerre civile espagnole. Des explosions de bombes endommagent l'*Ismé* et forcent la capitaine et son équipage – qui ne compte désormais plus qu'Ettore et sa femme enceinte – à fuir dans les terres de l'île pour y trouver refuge. En décembre 1936, ils sont tous contraints de quitter inopinément l'Espagne. Le cœur lourd, ils doivent abandonner le bateau.

L'écrivaine Cilette Ofaire décrit son livre sur ce périple en bateau comme un récit romanesque. «*Ismé*» paraît en 1940, d'abord à Lausanne, puis plus tard en France. Il devient rapidement un best-seller et est traduit en plusieurs langues. L'humanisme poignant qui le traverse, la soif de liberté et l'humour de l'autrice émeuvent un lectorat accablé par la Deuxième Guerre mondiale. Rédigée dans une langue fraîche et sans fioritures, cette aventure maritime fascine les lecteurs d'hier et d'aujourd'hui, tout comme le récit de la vie à bord.

Une réédition d'«*Ismé*» est parue sous la houlette de Charles Linsmayer, journaliste et critique littéraire suisse, qui propose dans l'ouvrage une excellente biographie de l'autrice. Des photographies de la vie de Cilette Ofaire et son «Journal de bord» illustré complètent admirablement ce livre qui a été édité en même temps en français et en allemand.

Cilette Ofaire, née en 1891 dans le canton de Neuchâtel, est artiste-peintre de formation. Avec son mari Charles Hofer, peintre lui aussi, elle sillonne les rivières et les canaux d'Europe avant d'acquiescer le bateau à vapeur «*Ismé*» après l'échec de leur mariage. Des problèmes de vue la privent de ses pinceaux. Au sud de la France, où elle s'établit plus tard, elle rédige plusieurs romans. Après sa mort, en 1964, l'écrivaine tombe dans l'oubli avant d'être redécouverte à la fin des années 1980.

RUTH VON GUNTEN

Un album à la critique cash et d'une fragilité désarmante



STEINER & MADLAINA:
«Wünsch mir Glück»
Glitterhouse/Irascible 2021.

Elles ne mâchent pas leurs mots: «Quand trop de gens jouent avec le feu, attendent la haine et brûlent l'espoir, nous avons échoué», dit leur chanson «Heile Welt» (Monde idéal). Le langage visuel qui accompagne le nouveau single de Nora Steiner et Madlaina Pollina est lui aussi direct et sans ambages. Dans le clip, on voit en vrac Donald Trump, des sacs en plastique sur une plage, des réfugiés, des despotes et le mur à la frontière mexicaine. Steiner & Madlaina chantent «que l'époque actuelle divise l'humanité», avant que leurs rimes ne se transforment en un refrain aussi mélancolique qu'entraînant. La nostalgie d'un monde idéal semble poindre, et sous nos yeux défilent des images d'une enfance idyllique quelque part à la campagne.

Une mélodie pop combinée à un texte critique et cash: tels sont les ingrédients qui font le charme de ce morceau. Mais «Heile Welt» n'est qu'une des nombreuses facettes du nouvel album «Wünsch mir Glück» (Souhaite-moi bonne chance). «Denk was du willst» (Pense ce que tu veux) est une ballade acoustique sur les désirs autodestructeurs, tandis que le morceau-titre «Wünsch mir Glück» est une chanson d'amour tendre et désarmée: «Hier, quand je suis restée, m'as-tu aussi aimée un instant?» Le sentiment de solitude l'emporte. «Wenn ich ein Junge wäre» (Si j'étais un garçon) s'affirme en morceau de rock indé avec guitares retentissantes, synthétiseurs sonores et *beat* vigoureux. «Si j'étais un garçon, on croirait plus en moi. Qui définit le rôle des femmes?»

Le duo zurichois venait à peine d'acquiescer une certaine notoriété après ses débuts en Allemagne que le deuxième album était déjà en boîte. Mais la pandémie a freiné l'élan de Steiner & Madlaina.

Ce nouvel opus est enfin dans les bacs à présent. «Wünsch mir Glück» est l'œuvre rafraîchissante de deux femmes qui, par leur attitude, incarnent une jeunesse engagée. Et leurs chansons restent d'actualité, même si Donald Trump n'est plus au pouvoir. La plupart de leurs constats ne sont pas vraiment neufs, et pas réellement poétiques non plus du fait de leur côté direct. Il n'empêche qu'ils tournent autour de thèmes politiques et sociaux allant bien au-delà des apparences. On pardonne donc volontiers à Steiner & Madlaina leur côté parfois un peu «donneuses de leçons».

MARKO LEHTINEN

Gerhard Pfister



Depuis le début de l'année, la Suisse compte un nouveau parti politique, né de la fusion du Parti démocrate-chrétien (PDC) et du Parti bourgeois-démocratique (PBD). Son nom, Le Centre, n'a rien de bien palpitant. Ce qui est historique, en revanche, c'est que les conservateurs catholiques, jadis l'une des forces les plus puissantes du pays, tournent le dos à leur héritage confessionnel. L'artisan de ce pas radical est le démocrate-chrétien en chef Gerhard Pfister, ancien élève d'une école religieuse. Quand le Zouglois est devenu président du PDC, en 2016, il se déclarait encore conservateur. Aujourd'hui, il a poussé son parti à se défaire de son ancrage traditionnel dans le milieu catholique. Sa motivation est profane et réside dans l'érosion de l'électorat depuis près de 40 ans. Même la représentation du PDC au Conseil fédéral est sur la corde raide. Gerhard Pfister veut conquérir de nouveaux électeurs, or le C de «chrétien» était un obstacle: «Je veux parler de politique aux gens. Et je dois leur parler de religion...». L'homme de 58 ans est décrit comme un fin stratège, aimant le jeu politique et le pouvoir. Éloquent et cultivé, il n'intervient pas que dans l'arène politique, mais aussi parfois dans des émissions culturelles. Concernant la nouvelle orientation du parti, Gerhard Pfister parle de «renouveau». Il considère qu'une force située au centre de l'échiquier politique a du potentiel: un parti bourgeois assumant sa responsabilité sociale, contre la polarisation de gauche et de droite. Dans le grand public, les réactions sont partagées. Elles vont des louanges («une solution originale») au scepticisme («dernière mue du PDC»). Le plan fonctionnera-t-il? On le verra lors des prochaines élections nationales, en 2023.

SUSANNE WENGER

Service militaire sur canapé

5000 des près de 12 000 recrues que l'armée suisse a incorporées à la fin de janvier ont débuté leur formation militaire de manière inhabituelle, puisqu'elles ont dû effectuer leurs premières semaines à la maison, en raison de la pandémie de coronavirus. Les cours en ligne sur canapé ont donc remplacé le drill dans la cour de la caserne et les bottes de combat servi à traverser le salon plutôt qu'à effectuer de longues marches sous la pluie et dans le vent. Après ce prélude tranquille, les recrues «en télétravail» ont tout de même dû gagner leur caserne. (MUL)

L'armée de l'air suisse est désormais toujours prête

Depuis le début de l'année, le service de police aérienne fourni par l'armée suisse fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7: deux avions de combat armés sont désormais toujours prêts à décoller. La chose peut sembler évidente. Mais jusqu'en 2015, ces avions n'étaient prêts que les jours ouvrables et aux heures de bureau. Un fait qui, une fois connu, avait suscité bien des railleries. Depuis, la capacité d'intervention a été progressivement étendue. (MUL)

«Exit» n'exclut pas la «Cinquième Suisse»

L'organisation suisse d'aide au suicide Exit renonce à exclure ses membres suisses à l'étranger. Ils pourront donc continuer à recourir à ses services. À l'été 2020, Exit avait annoncé qu'elle n'accepterait plus que des adhérents vivant en Suisse et qu'elle excluait ceux parmi ses membres qui déménageraient à l'étranger. Face aux oppositions de ses membres, l'organisation a finalement fait marche arrière. (MUL)

Le Conseil fédéral veut privatiser Postfinance

Le Conseil fédéral souhaite privatiser entièrement Postfinance, une filiale la Poste. Cela permettrait ainsi à Postfinance de se lancer sur le marché des hypothèques. Ce projet de privatisation est controversé sur le plan politique. Ses opposants craignent qu'il n'affaiblisse la Poste. La Poste suisse parvient à financer le service universel dans le pays notamment grâce aux gains de Postfinance. (MUL)

Le DFAE veut renforcer son réseau d'ambassades

La Suisse veut consolider ses représentations étrangères: d'après des recherches de Radio SRF, le Département fédéral des affaires étrangères prévoit de transférer 35 postes de Berne à l'étranger et de renforcer ainsi surtout les plus petites représentations. D'après le Conseil fédéral, la densité du réseau étranger de la Suisse s'est avérée particulièrement précieuse pendant la pandémie de coronavirus. Cependant, il est apparu que quelques représentations «ne disposaient pas des effectifs suffisants», écrit-il dans son dernier rapport sur la politique extérieure. (MUL)

Nous avons besoin de Girl Power.



Suisse.



Nous avons besoin de Suisse.

Découvrir maintenant: [MySwitzerland.com/women](https://www.myswitzerland.com/women)
Partage tes plus belles expériences avec [#peakchallenge](https://twitter.com/peakchallenge)

